JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Ediogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1983

22 juin — Décret n° 83-119 portant nomination d'un chef de canton.	625
22 juin — Décret n° 83-120 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1983-84.	625
22 juin — Décret n° 83-121 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte intermédiaire 1983.	626
23 juin — Décret n° 83-122 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	627
23 juin — Décret n° 83-123 portant nominations et promotion à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	627
23 juin — Décret n° 83-124 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	627

8 juil. — Décret n° 83-125 portant destitution d'un régent.	628
8 juil. — Décret n° 83-126 portant extradition.	628
8 juil. — Décret n° 83-127 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	628
8 juil. — Décret n° 83-128 portant attribution de médaille du mérite militaire.	
26 juil. — Décret n° 83-129 portant approbation du schéma directeur d'aménagement urbain, autorisant et déclarant d'utilité publique l'aménagement des villes d'Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Dapaong.	629
26 juil. — Décret n° 83-130 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achat et de vente des substances minérales précieuses et semi-précieuses au Togo.	629
26 juil. — Décret n° 83-131 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achat et de vente de substances minérales précieuses et semi-précieuses au Togo.	630
26 juil. — Décret n° 83-133 portant création d'un canton.	630
4 août — Décret n° 83-134 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Miami (U.S.A.).	630
4 août — Décret n° 83-135 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Miami (U.S.A.).	631
11 août — Décret n° 83-136 portant nomination du directeur de l'enseignement du 3 ^e Degré.	631

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêté chargeant un ministère de l'intérim d'un autre.	631
--	-----

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décision portant nomination.

631

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant nominations de chefs de village et admissions à la retraite.

631

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Arrêtés portant nominations.

632

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1983

6 juin — Arrêté n° 11/MCT/DAC portant ouverture provisoire de l'aérodrome de Niamtougou aux aéronefs d'EUROAFRICAIR.

632

27 juin — Arrêté n° 12/MCT/DAC autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à la Présidence de la République togolaise.

633

15 juil. — Arrêté n° 13/MCT/DCIPC portant homologation des prix des boissons fabriquées par la brasserie du Bénin et fixant les prix uniques de détail de ces produits sur toute l'étendue du territoire togolais.

633

Décision rapportant une précédente décision portant nomination.

634

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1983

26 mai — Arrêté n° 293/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.

634

26 mai — Arrêté n° 294/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.

634

Arrêtés portant nomination, admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachement, fin de détachement, constatation d'absence irrégulière, suspension de fonctions, licenciements, reprise de service et admission à la retraite.

634

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1983

27 juin — Arrêté interministériel n° 20/MTPMERH/DGUH/MEF portant fixation des tarifs des études de plans de lotissement.

643

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Arrêté portant admission définitive d'un professeur stagiaire.

644

MINISTERE DU PLAN, DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET DE L'INDUSTRIE

1983

15 juin — Décret n° 89/MPRAI/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à l'institut de recherches du coton et des textiles exotiques (IRCT).

644

15 juin — Décision n° 90/MPRAI/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du projet PNUD/TOGO/74-001/8/01/12 (aménagement du Nord-Togo).

644

23 juin — Arrêté n° 6/MPIAA/CAB portant création d'un comité chargé de la préparation et du suivi des négociations de la prochaine convention ACP/CEE.

644

25 juil. — Décision n° 107/MPIRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du projet AFRI (Aménagement forestier et reboisement industriel - CCCE-FAC).

645

1 août — Décision n° 121/MPIRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).

645

1 août — Décision n° 122/MPIRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à l'union nationale des maisons familiales de formation rurale du Togo.

645

3 août — Décision n° 123/MPIRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au centre de la construction et du logement (CCL).

645

Arrêté n° 2/MPRA/CAB du 30 mars 1983 créant un comité d'organisation de la conférence des bailleurs de fonds (additif).

645

Arrêtés portant autorisation de transfert de crédit et nomination.

645

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1983

22 avr. — Décision n° 73/METQD-RS/MEPDD portant institution de communications chargées de l'élaboration des programmes de formation des maîtres en cours d'emploi dans les ENI.

646

6 juin — Arrêté n° 6/METQD-RS portant organisation de l'école normale supérieure d'Atakpamé.

646

Décision portant interdiction de se présenter à la première partie du baccalauréat.

650

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêtés et décision portant nominations.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décision portant nomination.

650

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1983

23 mai — Arrêté n° 72/INT-APA portant interdiction de séjour aux nommés Kuléké Yao John, Dzakwassi Marc.

651

24 juin — Arrêté n° 83/INT-APA portant interdiction de séjour aux nommés Kloutsé Akpéné Akou, Zigah Kodjo Emmanuel, Acolatsé Enyonam, Mapoure Aliou.

651

24 juin — Arrêté n° 84/INT-APA portant interdiction de séjour au nommé Ouédraogo Gilbert.

651

13 juil — Arrêté n° 92/INT-APA portant interdiction de séjour aux nommés N'Gongo André, Alassani Amidou, Bónsu Nana, Gadzankou Prosper. 652

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DES AFFAIRES SOCIALES**

Arrêtés portant autorisations d'exploiter des cliniques. 652

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
DES TROISIEME ET QUATRIEME
DEGRES ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

Arrêté interministériel décernant le diplôme d'Etat de sage-femme. 652

**MINISTERE DES TRAVAUX PU-
BLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULI-
QUES**

1983

27 juin — Arrêté n° 19/MTPMERH/DGMG/SIM portant autorisation d'ouverture d'une carrière à Nyamassila (préfecture de l'Ogou) par l'entreprise Jean Lefebvre-Togo 652

27 juin — Arrêté n° 21/MTPMERH/DGMG/SIM portant autorisation de fabrication des ouvrages en or et métaux précieux en vue de la vente par M. Anne Assane. 652

20 juillet — Arrêté interministériel n° 23/MTPMERH/DGUH/MEF portant rétrocession de réserve administrative, objet d'approbation de lotissement, arrêté n° 16/MTP/TP/AAU du 1^{er} septembre 1976, sis à Aflao-Gakli. 652

20 juil. — Arrêté interministériel n° 24/MTPMERH/DGUH/MEF portant dédommagement en terrains réserves administratives spéciales, objet du lotissement approuvé par l'arrêté n° 11/MTP/TP/AAU du 14 avril 1976 sis à Hédzranawoe. 652

20 juil. — Arrêté interministériel n° 25/MTPMERH/DGUH/MEF portant rétrocession de réserve administrative objet d'approbation de lotissement, arrêté n° 13/MTP/TP/AAU du 9 août 1976 de la collectivité Aziamble sis à Aflao Agbalépédogan 652

20 juil. — Arrêté interministériel n° 26/MTPMERH/DGUH/MEF portant rétrocession de réserve administrative objet d'approbation de lotissement, arrêté n° 3/MTP/TP/AAU du 23 janvier 1975 sis à Lomé Adakpamé.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Tribunal spécial du Togo (Rôle d'audience pour les affaires de détournement de deniers publics) 654

Banque BIAO-TOGO (Bilan au 30/9/83) 654

Avis de perte de titres fonciers 655

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET
DECISIONS**

DECRETS

DECRET n° 83-119 du 22 juin 1983 portant nomination d'un chef de canton

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/ APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le rapport du préfet de la Kozah,

DECRETE :

Article premier — M. Agouzou Batascome est nommé chef de canton de Lama (préfecture de la Kozah) en remplacement de M. Lebikassa Kpélou, destitué.

Art. 2 — Le présent décret qui aura effet pour compter de la date de signature sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juin 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-120 du 22 juin 1983 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1983-84.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1983/84 est fixée au 27 juin 1983 pour la région des savanes et 25 juillet 1983 pour les autres régions.

Art. 2. — Le prix d'achat aux producteurs des amandes de karité de ladite récolte est fixé à 55 frs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 75.455 frs la tonne

Art. 4 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

préfecture de Tone 8.820 francs la tonne
 préfecture de l'Oti 6.660 francs la tonne
 préfecture de Bassar 1.770 francs la tonne
 préfecture de la Kéran 3.990 francs la tonne
 préfecture de Doufelgou 3.180 francs la tonne
 préfecture de la Kozah 2.340 francs la tonne
 préfecture de la Binah 3.420 francs la tonne
 préfecture d'Assoli 1.560 francs la tonne
 préfecture de Tchamba 1.110 francs la tonne.

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 juin 1983

Général G. Eyadéma

**Campagne d'achat des amandes de karité
 Barème 1983-84**

FRANCS CFA LA TONNE

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	55.000	
1 Commission manutention acheteur produit	1.058	
2 Transport lieu d'achat au centre de collecte	1.500	
	<u>2.558</u>	
VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE		57.558
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	674	
4 Transport Sokodé-Lomé	10.860	
	<u>11.534</u>	
VALEUR NU-BASCULE LOME		69.092
5 Frais généraux forfaits	1.496	
6 Intérêts et agios 13 % 2 mois-sur V.L.M.	1.965	
	<u>3.461</u>	
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME		72.553
7 Déchets 1,50 % sur V.L.M.	1.088	
8 Commission acheteur agréé. (2,5 % V.L.M.)	1.814	
	<u>2.902</u>	
VALEUR A FACTURER A L'OPAT		75.455

N.B. : Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 francs la pièce.

DECRET n° 83-121 du 22 juin 1983 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte intermédiaire 1983.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports,
 Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
 Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1983 est fixée au 27 juin 1983.

Art. 2. : Les prix d'achat au producteur du cacao en fèves conforme aux normes du conditionnement sont fixées comme suit pour les différentes qualités en tous points de traite :

Cacao supérieur et courant : 235 francs le kilogramme

Cacao limite : 55 francs le kilogramme.

Art. 3. : Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo sont fixées à 262.269 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité supérieure et courante et à 72.247 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité limite.

Art. 4. : Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

région de Litimé	: 3.000 francs la tonne
région d'Akposso-Nord	: 2.300 francs la tonne
région d'Akposso-Plateau	: 2.300 francs la tonne
Région d'Akébou	: 2.300 francs la tonne
région de Pagala	: 2.300 francs la tonne
région de Dayes	: 2.300 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 5. : Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 juin 1983

Général G. Eyadéma

**Campagne d'achat du cacao
 Barème cacao RI 1983**

FRANCS CFA LA TONNE

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	235.000
1 Commission acheteur produit	1.505
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	<u>2.000</u>
	3.951
VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE	238.951
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	751
5 Transport Lomé	<u>5.000</u>
	5.751
VALEUR NU-BASCULE LOME	244.702
6 Déchets 0,25 - V.N.B.	612
7 Financement 13 % pour un mois 1/2 V.L.M.	4.118
8 Frais généraux fixes	<u>3.968</u>
	8.698
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME	253.400
9 Commission acheteur agréé 3,5 % sur VLM	8.869
VALEUR A FACTURER A L'OPAT	262.269

N.B. Les sacs non retournés sont facturés au prix de 280 francs la pièce.

**Campagne d'achat du cacao
Barème cacao limite RI 1983**

FRANCS CFA LA TONNE

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	55.000
1 Commission acheteur produit	1.505
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	<u>2.000</u>
	3.951
VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE	58.951
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	751
5 Transport Lomé	<u>5.000</u>
	5.751
VALEUR NU-BASCULE LOME	64.702
6 Financement 13 % pour un mois 1/2 VLM	1.134
7 Frais généraux fixes	<u>3.968</u>
	5.102
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME	69.804
8 Commission acheteur agréé 3,5 % sur VLM	2.443
VALEUR A FACTURER A L'OPAT	72.247

N.B. : Les sacs non retournés sont facturés à 280 francs la pièce.

DECRET n° 83-122 du 23 juin 1983 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier : A l'occasion de la visite officielle de Son Excellence le Général Gnassingbé Eyadéma, président de la République togolaise aux Communautés européennes à Bruxelles du 23 au 26 juin 1983, les personnalités ci-après sont élevées à la dignité de grand officier de l'Ordre du Mono à titre exceptionnel et étranger.

— M. Gaston Thorn - président de la commission des communautés européennes -

— M. Edgard Pisani - membre de la commission chargée du développement -

Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 juin 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-123 du 23 juin 1983 portant nominations et promotion à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 64-144 du 3 octobre 1964 portant nomination dans l'Ordre du Mono,

DECRETE :

Article premier : A l'occasion de la visite officielle de Son Excellence le Général Gnassingbé Eyadéma, président de la République togolaise aux communautés européennes à Bruxelles du 23 au 26 juin 1983, les personnalités ci-après sont promues et nommées dans l'Ordre du Mono à titre exceptionnel et étranger.

Au grade de commandeur

— M. Dieter Frich - directeur de la direction générale VIII (développement) -

— M. Erich Wirsing - directeur du département Afrique Occidentale et Centrale - direction générale VIII -

Au grade d'officier

M. Michel Hauswirth - directeur général adjoint de la direction générale VIII -

— M. Jean Durieux - chef de cabinet du président de la commission -

— M. Christian Blanc - chef de cabinet de M. Pisani -

— M. Alain Lacroix - directeur du courrier ACP/CEE -

Au grade de chevalier

M. Joseph Kasel - chef du protocole
 — M. Alan Russel - responsable de la division Afrique
 Occidentale Côtière -
 — M. Vincent Dowd - responsable géographique pour
 le Togo et le Bénin à la direction générale VIII -

Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel*
 de la République togolaise.

Lomé, le 23 juin 1983

Général G. Eyadéma

*DECRET n° 83-124 du 23 juin 1983 portant nominations à
 titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
 Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
 Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application
 de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier : A l'occasion de la visite officielle de
 Son Excellence le Général Gnassingbé Eyadéma, président
 de la République togolaise aux communautés européennes à
 Bruxelles du 23 juin 1983, les personnalités ci-après sont
 nommées dans l'Ordre du Mono à titre exceptionnel et
 étranger.

Au grade d'officier

— M. Jean Berger - président-directeur général de DI-
 NAC, président de l'association des amitiés Belgo-Togo-
 laises -

— M. Michel Relecom - président de la chambre du
 commerce Belgo-Africaine -

Au grade de Chevalier

— M. Stanislas Fonteyn - directeur de société - vice-pré-
 sident de l'association des amitiés Belgo-Africaine -
 — Madame Colette Stasse - secrétaire général de la
 chambre de commerce Belgo-Africaine -

Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel*
 de la République togolaise.

Lomé, le 23 juin 1983

Général G. Eyadéma

*DECRET n° 83-125 du 8 juillet 1983 portant destitution
 d'un régent*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;
 Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/ APA
 du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone
 au Togo,

DECRETE :

Article premier : Est et demeure rapporté le décret n°
 79-251 du 17 octobre 1979 portant reconnaissance de la
 désignation d'un régent.

Art. 2 : M. Kludéa Kokou Akpalu, régent du canton de
 Kpimé, est destitué de ses fonctions pour faute grave.

Art. 3 — Le présent décret, qui aura effet pour compter
 de la date de signature, sera communiqué et publié partout
 où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-126 du 8 juillet 1983 ordonnant extradition.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers ;

Vu le décret du 17 avril 1928 fixant la procédure et les effets de
 l'extradition ;

Vu la demande d'extradition en date du 10 juin 1983 présentée par les
 autorités compétentes belges ;

Vu l'arrêté n° 25 du 30 juin 1983 de la chambre des mises en accusation
 de la cour d'appel de Lomé,

DECRETE :

Article premier : Le nommé Vandeputte Alfred Roger
 Ghislain alias Delencon François, né le 5 juin 1948 à Tournai
 (Belgique) chauffeur de nationalité belge, détenu à la prison
 civile de Lomé, condamné par la cour d'assises du Hainaut
 aux travaux forcés à perpétuité et à quinze ans de travaux
 forcés pour plusieurs crimes et délits de droit commun, sera
 extradé et remis aux autorités belges compétentes à Lomé à
 la prochaine date arrêtée entre le gouvernement de l'Etat
 requérant et le gouvernement de l'Etat requis.

Art. 2. : Les frais de transport de l'intéressé et de son
 escorte au départ de Lomé seront pris en charge par le
 gouvernement belge.

Art. 3 : Le garde des sceaux, ministre de la justice, le
 ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères et
 de la coopération sont chargés, chacun en ce qui le concerne
 de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal
 officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 juillet 1983

Général G. Eyadéma

*DECRET n° 83-127 du 8 juillet 1983 portant nominations à
 titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier : A l'occasion de leur départ définitif du Togo, les officiers français ci-après sont nommés dans l'Ordre du Mono à titre exceptionnel et étranger.

Au grade d'officier

- Lieutenant-Colonel Jacques Berthonneau
- Lieutenant-Colonel Jean Claude Sontag
- Commandant Daniel Lachaud
- Commandant Jean Bernard Estebe

Au grade de chevalier

- Capitaine Claude Aynic
- Capitaine Guy Perotin

Au grade de chevalier

- Capitaine Jean Marie Nedelec
- Capitaine Jean Pierre Canteins.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 juillet 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-128 du 8 juillet 1983 portant attribution de médaille du mérite militaire

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 64-24 du 21 février 1964 portant création d'une médaille du mérite militaire.

DECRETE :

Article premier : A l'occasion de leur départ définitif du Togo, la médaille du mérite militaire est attribuée à titre exceptionnel et étranger aux sous-officiers français ci-après :

- Adjudant-chef Serge Roland Lacordaire
- Adjudant-chef Jean Louis de Benedict
- Adjudant-chef Claude Guinard
- Adjudant-chef Michel Joseph Fernand Turbe
- Adjudant-chef Yves Batiste Apperry
- Adjudant Landry Pul
- Adjudant Daniel Michard
- Adjudant Roland Roger Jacques Gschickt.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 juillet 1983

Gal. G. Eyadéma

DECRET n° 83-129 du 26 juillet 1983 portant approbation du schéma directeur d'aménagement urbain, autorisant et déclarant d'utilité publique l'aménagement des villes d'Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Dapaong.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Vu la constitution dans ses articles 15, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 67-228 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 79-273 délimitant le périmètre urbain des chefs-lieux de préfecture ;

Vu le décret n° 55-636 du 20 mai 1955 relatif aux groupes d'habitation et aux lotissements ;

Vu le décret n° 55-636 du 20 mai 1955 accordant des facilités en vue de l'acquisition d'immeubles nus ou bâtis par l'Etat pour réaliser des opérations d'urbanisme et d'habitat ;

Vu le décret n° 77-194 portant création de la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat et définissant la mission qui lui est confiée ;

Vu l'ordonnance n° 77-47 du 7 novembre 1977 créant l'agence d'équipement des terrains urbains ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 6 février 1974 relative à la réforme agro-foncière dans ses articles 10 et 11 ;

Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession des géomètres au Togo ;

Vu la nécessité et l'urgence de concrétiser la politique du gouvernement en matière d'urbanisme et d'habitat ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est approuvé et déclaré d'utilité publique l'aménagement des villes d'Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Dapaong, conformément aux schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme, aux plans d'occupation des sols et aux règlements d'urbanisme qui sont annexés au présent décret.

Art. 2 : Les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols précisent la localisation :

- des espaces affectés à l'habitat, organisés en quartiers, dotés de plans de détails indiquant la localisation des équipements et services socio-collectifs du quartier ;
- des espaces affectés aux activités économiques, commerces, administrations ;
- des espaces réservés aux sports et loisirs ;
- du tracé de la voirie primaire et secondaire ;
- des espaces de contraintes protégés et soumis à la règle de non constructibilité.

Art. 3 : Sont applicables dans le périmètre d'aménagement des villes, les textes régissant l'Agence d'Equipe-ment des terrains urbains, notamment l'ordonnance n° 77-47 susvisée dans ses articles 3, 4 et 5 relatifs au droit de lotir et au droit de préemption.

Art. 4 : Tout lotissement ou morcellement de terrains visant à la cession des lots est interdit et ne devra être autorisé que par le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, en application des plans d'urbanisme officiels.

Art. 5 : Toute construction d'immeuble à caractère urbain et à usage d'habitation, de commerce, d'industrie et d'artisanat non conforme aux plans d'occupation des sols et sans autorisation du maire ou du préfet est interdite et les auteurs encourent les peines prévues par la loi.

Art. 6 : Les préfets et les maires sont autorisés à délimiter par décision, les terrains affectés aux infrastructures économiques, administratives, culturelles, sociales, de transports et de communication et spécifiquement les terrains affectés :

- aux industries
- aux commerces et services
- aux administrations de l'Etat
- aux équipements et voies de communication
- aux équipements sportifs
- aux espaces verts et de loisirs

ainsi que les zones protégées et soumises à la contrainte de « non aedificandi ».

Art. 7 : Les collectivités et propriétaires des terrains désignés ci-dessus sont tenus de faire valoir leurs titres ou toute autre pièce attestant du droit de propriété, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de signature des décisions autorisant la délimitation des dits-terrains. Le règlement des problèmes fonciers entre les collectivités terriennes et l'Etat doit s'effectuer conformément à l'article 40 du décret n° 67-228 susvisé.

Art. 8 : Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à prendre en cas de nécessité, les mesures d'expropriation des terrains destinés aux opérations spéciales d'urbanisme et d'habitat décidées par l'Etat.

Art. 9 : Le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 juillet 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-130 du 26 juillet 1983 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achat et de vente de substances minérales précieuses et semi-précieuses au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution togolaise, notamment en son article 15 ;

Vu l'ordonnance n° 39 du 24 octobre 1967 fixant les conditions d'ouverture de bureau d'achat de diamants au Togo ;

Vu la demande en date du 21 juillet 1980 de Mme Khouri née Kalife Zaïna de nationalité togolaise et les pièces jointes en son nom ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'agrément à l'issue de sa réunion du 7 juillet 1981 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques,

DECRETE :

Article premier : Il est autorisé l'ouverture au Togo d'un bureau d'import-export de substances minérales précieuses et semi-précieuses au nom de Mme Khouri, née Kalife Zaïna, domiciliée à Lomé.

Art. 2 : Mme Khouri Zaïna Kalife est agréée comme représentante de ce bureau d'import-export pour le gérer.

Art. 3 : Ce bureau d'import-export est tenu d'avoir une comptabilité régulière et complète conformément à la réglementation fiscale en vigueur.

Art. 4 : Ce bureau d'import-export est tenu de suivre scrupuleusement les prescriptions de l'ordonnance n° 39.

Art. 5 : Ce bureau d'import-export doit se mettre à fonctionner dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date de la signature du présent décret sous peine de déchéance.

Art. 6 : Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 juillet 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-131 du 26 juillet 1983 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achat et de vente de substances minérales précieuses et semi-précieuses au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution togolaise, notamment en son article 15 ;

Vu l'ordonnance n° 39 du 24 octobre 1967 fixant les conditions d'ouverture de bureau d'achat de diamants au Togo ;

Vu la demande en date du 28 novembre 1980 de M. Diallo Mahamoud de nationalité guinéenne et les pièces jointes en son nom ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'agrément à l'issue de sa réunion du 7 juillet 1981 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques,

DECRETE :

Article premier : Il est autorisé l'ouverture au Togo d'un bureau d'import-export de substances minérales précieuses et semi-précieuses au nom de Diallo Mahamoud domicilié à Lomé, 10, Rue de la Gare.

Art. 2 : M. Diallo Mahamoud est agréé comme représentant de ce bureau d'import-export pour le gérer.

Art. 3 : Ce bureau d'import-export est tenu d'avoir une comptabilité régulière et complète conformément à la régle-

mentation fiscale en vigueur.

Art. 4 : Ce bureau d'import-export est tenu de suivre scrupuleusement les prescriptions de l'ordonnance n° 39.

Art. 5 : Ce bureau d'import-export doit se mettre à fonctionner dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date de la signature du présent décret sous peine de déchéance.

Art. 6 : Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 juillet 1983

Général G Eyadéma

DECRET n° 83-133 du 26 juillet 1983 portant création d'un Canton

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 81-9 du 23 juin 1981 portant réorganisation administrative ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/ APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

DECRETE :

Article premier : Il est créé dans la préfecture de la Kozah un canton dénommé canton d'Atchangbadè, chef-lieu Atchangbadè.

Art. 2 : Le canton d'Atchangbadè groupe les villages suivants : Atchangbadè, Bounoh, Bèbèda, Koudjoukada et Tchitchao-Waya.

Art. 3 : Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4 : Le ministre de l'intérieur est chargé de l'application du présent décret qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-134 du 4 août 1983 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Miami (U.S.A.)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 32 et 34 ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE

Article premier : Il est créé à Miami (USA) un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2 : Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-135 du 4 août 1983 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Miami (U.S.A.)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 16, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 83-134 du 4 août 1983 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Miami (U.S.A.)

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier : M. Michel S. Hacker est nommé consul honoraire de la République togolaise à Miami avec juridiction sur l'Etat de Floride (U.S.A.)

Art. 2 : Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1983

Général G. Eyadéma

DECRET n° 83-136 du 11 août 1983 nommant le directeur de l'enseignement du 3^e degré

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Sur proposition du ministre de l'enseignement des 3^e et 4^e degrés et de la recherche scientifique,

DECRETE :

Article premier : Est nommé directeur de l'enseignement du troisième degré, M. Akumey Ago Komlan, professeur de classe exceptionnelle, en remplacement de M. Ayitévi d'Almeida, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Art. 2 : Le ministre de l'enseignement des 3^e et 4^e degrés et de la recherche scientifique est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 août 1983

Général G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****Intérim**

Arrêté n° 36/PR du 15/6/83 — Pendant l'absence de M. Pali Tchalla, ministre du commerce et des transports, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Gbégnon Amégboh, ministre délégué à la Présidence, chargé de l'information, des postes et télécommunications, directeur de cabinet du président de la République.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**Nomination**

Décision n° 128/D-PR/MDN du 14/6/83 — L'intendant-militaire Rossi Antoine est nommé directeur des services des forces armées togolaises en remplacement de l'intendant Jozan Daniel, rapatriable.

La date de prise de fonction est fixée au 10 juin 1983.

MINISTERE DE L'INTERIEUR**Nomination**

Arrêté n° 74/INT/APA du 26/5/83 — Sont nommés chefs de village dans la préfecture de la Kéran les personnes dont les noms suivent, désignées par voie élective :

MM. Hamaou Gnamsou, chef de village de Térité
Ouyengah Afalatémba, chef de village de Namouté
Agolo Lakmon Djobo, chef de village de Souté
Ossacre Toumissa, chef de village de M'Boratchika.

M. Hamaou Gnamsou, chef de village de Térité, relève de l'autorité directe du chef de canton de Kandé.

M. Ouyengah Afalatémba Amarou, chef de village de Namouté, et M. Agolo Lakmon Djobo, chef de village de Souté, relèvent de l'autorité directe du chef de canton de Pessidé.

M. Ossacre Toumissa, chef de village de M'Boratchika, relève de l'autorité directe du chef de canton d'Ataloté.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

Retraite

Arrêté n° 69/INT-CGP du 10/5/83 — *Au lieu de :* à compter du 1^{er} novembre 1982, le MDL. Tandji Tchoro mle. 235 du détachement de Mango est remis gardien de préfecture de 2^e classe 6^e échelon indice 420 et licencié du corps pour compter de la même date pour mauvaise manière de servir ;

Lire : à compter du 1^{er} novembre 1982 le MDL. Tandji Tchoro mle. 235 du détachement de Mango est admis à la retraite pour ancienneté de service. Il bénéficiera de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter de la même date.

Arrêté n° 70/INT-CGP du 10/5/83 — A compter du 1^{er} avril 1983, l'adjudant Moussa Dermane mle. 170 du détachement de Tchamba et le MDL/chef Makre Ali mle. 169 du détachement de Kandé seront admis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de leurs droits, ils bénéficieront d'un congé libérable de trois (3) mois valable du 1^{er} janvier au 31 mars 1983 délai de route compris avec solde de présence et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leur foyer.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter du 1^{er} avril 1983.

Arrêté n° 86/INT-CGP du 30/6/83 — A compter du 1^{er} août 1983, le MDL. Djabaré Kokou mle. 162 du détachement de Vogan sera admis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de ses droits, il bénéficiera d'un congé libérable de (3) mois valable du 1^{er} mai au 31 juillet 1983 délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter du 1^{er} août 1983.

Arrêté n° 88/INT-CGP du 5/7/83 — A compter du 10 mai 1983, le gardien de préfecture de 1^{ère} classe Sovegnon Tchokpon mle. 320 du détachement de Mango, sera admis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de ses droits, il bénéficiera d'un congé libérable de trois (3) mois valable du 9 février 1983 au 9 mai 1983 délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter du 10 mai 1983.

Arrêté n° 89/INT-CGP du 5/7/83 — A compter du 1^{er} mai 1983, l'adjudant Amakou Gnamé Adje mle. 159 du détachement de Mango sera admis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de ses droits, il bénéficiera d'un congé libérable de trois mois valable du 1^{er} février 1983 au 30 avril 1983 délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter du 1^{er} mai 1983.

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Nominations

Arrêté n° 170/MEF du 19/4/83 — Les nominations suivantes sont prononcées au niveau de la trésorerie générale du Togo en attendant sa restructuration :

- Inspecteur vérificateur chargé de comptabilité :
M. Koudoyor Folly, inspecteur central du trésor ;
- Chef Service de comptabilité :
M. Ouro-Sama Abdoukérime, inspecteur du trésor ;
- Chef Service visa :
M. Djalogue Oudane, inspecteur central du trésor ;
- Chef Service règlement :
M. Nyansa Blezza, inspecteur du trésor ;
- Chef Service général :
M. Zékpa Matiyè, inspecteur du trésor ;
- Chef Service pensions :
M. Ayika Folly Sosso, inspecteur du trésor.

Le trésorier-payeur du Togo est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 171/MEF du 19/4/83 — M. Amavi Ayi, inspecteur central du trésor est nommé directeur du contrôle financier du budget général en remplacement de M. Koudoyor Folly, inspecteur central du trésor nommé chef de la comptabilité du trésor.

MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Arrêté n° 11/MCT/DAC. du 6 juin 1983 portant ouverture provisoire de l'aérodrome de Niamtougou aux aéronefs d'EURAFRICAIR

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution, spécialement en ses articles 21, 32 et 34 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 mars 1975 portant code de l'aviation civile, notamment en son article 101 ;

Vu l'article 2 du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, rendu applicable au Togo par l'arrêté n° 617-56 C du 6 juillet 1956,

A R R E T E :

Article premier : L'aérodrome de Niamtougou dont les coordonnées géographiques sont 09° 03" Nord et 01° 05' 23" est ouvert aux aéronefs d'EURAFRICAIR.

Art. 2 : Les caractéristiques principales de l'aérodrome peuvent être obtenues à la direction de l'aviation civile ou à l'ASECNA.

Art. 3 : L'aérodrome pourra être interdit temporairement si des raisons de sécurité aérienne l'exigent.

Art. 4 : Le présent arrêté, qui prend effet à la date de sa signature, sera publié dans le *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté.

Lomé, le 6 juin 1983

Pali Yao Tchalla

Arrêté n° 12/MCT/DAC. du 27 juin 1983 autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à la Présidence de la République Togolaise

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Sur proposition du directeur de l'aviation civile,

A R R E T E :

Article premier : Est autorisée l'inscription de l'aéronef désigné ci-après au registre togolais d'immatriculation :

Aéronef-Type	N° de Série	Propriétaire	Marques Réservées
DC 8 - F 55	45692	Présidence de la République Togolaise	5V - TAF

Art. 2 : Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juin 1983

**Le ministre du commerce
et des transports**

Pali Yao Tchalla

Arrêté n° 13/MCT/DCIPC du 15 juillet 1983 portant homologation des prix des boissons fabriquées par la brasserie du Bénin et fixant les prix uniques de détail de ces produits sur toute l'étendue du territoire togolais.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution, spécialement ses articles 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret n° 80-184/PF/MCT du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports.

A R R E T E :

Article premier : Les prix de vente des boissons fabriquées par la Brasserie du Bénin sont fixés conformément au

tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Les prix homologués ci-dessus s'entendent « Prix uniques » applicables le jour comme la nuit sur toute l'étendue du territoire national à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 3 : L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4 : Les fonctionnaires de l'Etat désignés à l'article 17 de l'ordonnance sus-visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5 : Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires notamment celles de l'arrêté n° 11/MCT/DCIPC du 19 avril 1982 sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juillet 1983

Pali Yao Tchalla

ANNEXE

DESIGNATION	Prix de vente Gros	Prix de vente Non glacé	Prix de vente Détail glacé
* Bière «LAGER» 66cl	125 FCFA	135 FCFA	140 FCFA
* Bière «LAGER» 33cl	65 F CFA	70 F CFA	75 F CFA
* Bière «PILS DE LUXE» 66 cl	130 F CFA	140 F CFA	145 F CFA
* Bière «PILS DE LUXE» 33 cl	70 F CFA	75 F CFA	80 F CFA
* Bière «EKU BAVARIA» 66 cl	150 F CFA	160 F CFA	165 F CFA
* Bière «EKU BAVARIA» 33 cl	75 F CFA	80 F CFA	85 F CFA
* Bière «AWOYO» 66 cl	150 F CFA	160 F CFA	165 F CFA
* Bière «AWOYO» 33 cl	75 F CFA	80 F CFA	85 F CFA
* Bière «GUINNESS» 66 cl	190 F CFA	200 F CFA	205 F CFA
* Bière «GUINNESS» 33 cl	105 F CFA	115 F CFA	120 F CFA
* LION KILLER 66 cl	90 F CFA	100 F CFA	105 F CFA
* LION KILLER 33 cl	50 F CFA	55 F CFA	60 F CFA
* SODA 66 cl	50 F CFA	60 F CFA	65 F CFA
* SODA 33 cl	30 F CFA	35 F CFA	40 F CFA
* MALTA BENIN	70 F CFA	75 F CFA	80 F CFA
* BITTER LEMON	60 F CFA	65 F CFA	70 F CFA
* TONIC	60 F CFA	65 F CFA	70 F CFA
* EKU 33 cl en boîte	115 F CFA	120 F CFA	125 F CFA
* LAGER 33 cl en boîte	110 F CFA	115 F CFA	120 F CFA
* TOGO-PERLE «FRAISE» 64 cl	82,5 F CFA	90 F CFA	95 F CFA
* TOGO-PERLE «FRAISE» 32 cl	45 F CFA	50 F CFA	55 F CFA

Décision rapportée

Décision n° 100/MCT/DAC du 6/6/83 — Sont et demeurent rapportés les articles 1 et 3 de la décision n° 106/MCT/DAC du 7 juillet 1981 nommant M. Sowa Kwami Ahoshie, secrétaire d'administration de 3^e classe 1^{er} échelon et Houessou Kokou, technicien supérieur de la navigation aérienne de 1^{re} classe 1^{er} échelon respectivement chef de la division administrative et financière et chef de la division du contrôle technique à la direction de l'aviation civile.

M. Tsidji Kossi, chef de la division des affaires juridiques, assure également les fonctions de chef de la division administrative et financière à la direction de l'aviation civile.

M. Kossi Komi Ga-Kossi, chef de la division des transports aériens assure également les fonctions de chef de la division du contrôle technique à la direction de l'aviation civile.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTRE DU TRAVAIL ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 893/MTFP du 26/5/83 — Les moniteurs ci-dessous désignés du cadre du personnel de l'enseignement sont promus au grade supérieur dans les conditions suivantes :

Au 1^{er} échelon du grade de moniteur de 2^e classe

- 1. 1. 80 — Agbefu Nomessi Anani, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 5. 7. 80 — Komla Akouavi Ométima, épouse Kouwonou, monitrice de 3^e classe 4^e échelon
- 28. 6. 82 — Enoumodji Nyéhamé, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 81 — Kokou Yao Avayémi, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 81 — Nipape Kodjo Edavi, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 81 — Amadou Yaya, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 81 — Siko Kodjo, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 81 — Ekoué-Toulan Têko Massédé, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 81 — Agbenyenu Fiagadji Koffitsè, moniteur de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 82 — Semedo Kwasiwa, épouse N'Kekpo, monitrice de 3^e classe 4^e échelon
- 1. 1. 80 — Akpla Yao Kaleto, moniteur de 3^e classe 4^e échelon.

Les intéressés ci-dessous désignés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Au 2^e échelon du grade de moniteur de 2^e classe

- 1. 1. 82 — Akpla Yao Kaleto, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 82 — Agbefu Nomessi Anani, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 5. 7. 82 — Komla Akouavi Ométima, épouse Kouwonou, monitrice de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 83 — Kokou Yao Avayémi, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 83 — Nipape Kodjo Edavi, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 83 — Amadou Yaya, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 83 — Siko Kodjo, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 83 — Ekoué-Toulan Têko Massédé, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1. 83 — Agbenyenu Fiagadji Koffitsè, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 894/MTFP du 26/5/83 — M. Yovo Kokou Sonanyon, n° mle 151/PET, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre du personnel de l'enseignement qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 7 janvier 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 7-1-77 — professeur de 3^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 7-1-79 — professeur de 3^e classe 3^e échelon
- 7-1-81 — professeur de 3^e classe 4^e échelon.

M. Yovo Kokou Sonanyon, professeur de 3^e classe 4^e échelon est promu au grade de professeur de 2^e classe 1^{er} échelon à compter du 7 janvier 1983.

Nominations

Arrêté n° 872/MTFP/DGTMOSS du 20/5/83 — Mme Hodouto Massan née Dokanu n° mle 005161-K, attaché d'administration de 3^e classe 4^e échelon inspectrice du travail et des lois sociales précédemment chef de la division statistiques et documentation est nommée chef de la division administrative, financière et du personnel à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale.

M. Akpaka Attitso Kwadjovi, n° mle 108918-G ingénieur des travaux statistiques de 3^e classe 3^e échelon (cat A2), est nommé chef de la division statistiques et documentation à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale.

Le traitement et l'indemnité de fonction des intéressés sont imputables à la section 12 chapitre 21, article 00, paragraphe 18 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Admissions

Arrêté n° 895/MTFP du 26/5/83 — Mlle Tokpley Madjé Adjatougbe, n° mle 039883-M, employée de bureau permanente 5^e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a accompli cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 14 octobre 1982 et conserve son affectation actuelle (section 17, chapitre 27 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 9 mars 1983.

Arrêté n° 898/MTFP du 27/5/83 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude au moniteurat session de 79 et 80, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle (section 15, chapitre 20 du budget général) :

à compter du 1^{er} janvier 1980

Sossou Anani Kodjo n°mle 102729-B, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A

à compter du 1^{er} janvier 1981

Hessou Ayabavi Viyomé, monitrice permanente de 3^e cat. échelle A

Bucknor Bayi Enyonam, épouse Esseh, monitrice permanente 3^e catégorie échelle A

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 4^e échelon + 2 ans (bonification épuisée)

Sevodzi Kéténi et Agboli Kokou

1-1-81 — moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 ans 2 mois (bonification)

1-1-81 — moniteurs de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans 2 mois (bonification)

Nom et Prénoms	Date d'engagement	Ancienneté de service en qualité d'agent non fonctionnaires	Bonification des 2/3 accordée
Sossou Anani Kodjo	12-9-77 au 31-12-79	2a 3m 19j	1a 6m 12j
Hessou Ayabavi Viyomé	11-9-78 au 31-12-80	2a 3m 20j	1a 6m 13j
Bucknor Bayi Enyonam épouse Esseh	4-10-76 au 31-12-80	4a 2m 27j	2a 9m 28j
Kpogo Abra Séna	1-9-71 au 31-12-80	9a 4m	6a
Sevodzi Kéténi Kodzo	1-10-74 au 31-12-80	6a 3m	4a 2m
Agboli Kokou	1-10-74 au 31-12-80	6a 3m	4a 2m
Noagbodzi Ayawavi Esénam	1-12-73 au 31-12-80	7a 1m	4a 8m 20j

Kpogo Abra Séna, monitrice permanente 2^e cat. échelle A
Sevodzi Kéténi Kodzo, moniteur permanent 2^e cat. échelle A
Agbolli Kokou, moniteur permanent 2^e cat. échelle B
Noagbodzi Ayawavi Esenam, monitrice permanente 2^e cat. échelle A.

Une bonification d'ancienneté est accordée dans les conditions suivantes aux intéressés pour leurs services antérieurs accomplis conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Hessou Ayabavi Viyomé

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 6 mois 13 jours (bonification)

18-6-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée)

Bucknor Bayi Enyonam épouse Esseh

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 2 ans 9 mois 28 jours (bonification)

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 9 mois 28 jours (bonification)

3-3-82 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée)

Kpogo Abra Séna

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans (bonification)

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans (bonification)

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans (bonification)

1-1-81 — moniteurs de 3^e classe 3^e échelon + 2 mois
1-11-82 — moniteurs de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée)

Noagbodzi Ayawavi Esénam

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 ans 8 mois 20 jours (bonification)

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans 8 mois 20 jours (bonification)

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 8 mois 20 jours (bonification)

1-4-82 — monitrice de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée)

Sossou Anani Kodjo

1-1-80 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 6 mois 12 jours (bonification)

1-1-80 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée)

Mlle Hessou dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve, à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs

Arrêté n° 899/MTFP du 31/5/83 - Les candidats ci-après désignés, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'industrie et des sociétés d'Etat (section 24, chapitre 21 du budget général).

Administrateur civil 2^e échelon stagiaire (cat. A 1-indice 1450)

KPAKPO Fidégnon, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme d'études approfondies + doctorat de 3^e cycle « spécialité : politique et droit du développement » de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Poitiers (France).

Attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2-indice 1100)

EKPETSOU Kossi-Nyanku Wukela, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de « Master of science » en économie « spécialité : planification d'industrie » de l'université d'Etat de Kouban (URSS).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 917/MTFP du 1/6/83 - M. ADOVON

Katchini Edjona, n°mle. 039575-Z, moniteur permanent de 3^e catégorie, échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 24 et 25 juillet 1978, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D - indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 15, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 6 mois 12 jours est accordée à M. ADOVON Katchini Edjona pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1978, en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-79 - moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 6 mois 12 jours de bonification
19-6-79 - moniteur de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée).

M. ADOVON Katchini Edjona dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 918/MTFP du 1/6/83 - Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session de 1980, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D - indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1981 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 15, chapitre 20 du budget général).

OKUSSI Yawa Azowobah Malobié, épouse BOUKA, monitrice permanente de 2^e catégorie, échelle A
NAYO Komi, moniteur permanent de 3^e catégorie, échelle A
FONAME Komlan Otsoéyé, moniteur permanent de 3^e catégorie, échelle A
EDDEH Yao Dzifa, moniteur permanent de 3^e catégorie, échelle D
EKPETSU Kodjo, moniteur permanent de 3^e catégorie, échelle D
AMEGAN Yawovi Dodzi Edem, moniteur permanent de 3^e catégorie, échelle A.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux moniteurs de 3^e classe, 1^{er} échelon ci-après désignés, en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 dans les conditions suivantes :

Leur situation administrative est reprise comme suit :

OKUSSI Yawa

1-1-81 - moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 4a 2m 18j (bonification)
1-1-81 moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 2a 2m 18j (bonification)
1-1-81 moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 2m 18j (bonification)
13-10-82 moniteur de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

NAYO Komi, FONAME Komlan Otsoéyé, EDDEH Yao Dzifa

1-1-81 - moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon + 2a 10m 12j (bonification)

Noms et Prénoms	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordée
OKUSSI Yawa	1-3-61 au 3-6-67	6a 3m 29j	4a 2m 18j
NAYO Komi	13-9-76 au 31-12-80	4a 3m 18j	2a 10m 12j
FONAME Komlan Otsoéyé	13-9-76 au 31-12-80	4a 3m 18j	2a 10m 12j
EDDEH Yao Dzifa	13-9-76 au 31-12-80	4a 3m 18j	2a 10m 12j

- 1-1-81 - moniteurs de 3^e classe 2^e échelon + 10m 12j (bonification)
 19-2-82 - moniteurs de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 919/MFTP du 1/6/83 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat, session des 22 et 23 octobre 1980, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1981 et conservent leurs affectations actuelles (section 15, chapitre 20 du budget général).

- Evisou Akouvi Dzigbodi, monit. permte de 2^e catégorie échelle B
- Ossah Afua Abué, épouse Assassé, monitrice permanente de 2^e cat. échelle A
- Kodjo Amavi, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A
- Goza Yawo Agbessi Nyalé, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A
- Dadji Abra Ossibué, monitrice permanente de 3^e catégorie échelle A
- Deginou Afi Yavimi, monitrice permanente de 2^e catégorie échelle A.

Une bonification d'ancienneté est accordée dans les conditions suivantes aux fonctionnaires ci-après désignés pour leurs services antérieurs de moniteurs permanents en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

- 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Ossah Afua Abué, épouse Assassé

- 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 2 ans 10 mois 14 de (bonification)
 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 10 mois 14 jours de bonification
 17-2-82 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Evisou Akouvi Dzigbodi et Kodjo Amavi

- 1-1-81 — moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon + 2 ans 10 mois 12 jours de (bonification)
 1-1-81 — moniteurs de 3^e classe 2^e échelon + 10 mois 12 jours
 19-2-82 — moniteurs de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée)

Dadji Abra Ossibué

- 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 6 mois 13 jours de (bonification)
 18-6-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon (bonification épuisée).

Goza Yawo Agbessi Nyalé

- 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 3 mois 27 jours de bonification
 4-9-81 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée).

Nom et Prénoms	Date d'engagement	vice d'agent non fonctionnaire	Ancienneté de ser-Bonification des 2/3 accordée
Deginou Afi Yavimi	1-10-69 au 15-9-76 21-9-76 au 31-12-80	11 ans 2 mois 24 jours	6 ans
Ossah Afua Abué, épouse Assassé	9-9-76 au 31-12-80	4 ans 3 mois 22 jours	2 ans 10 m 14 jours
Evisou Akouvi Dzigbodi	13-9-76 au 31-12-80	4 ans 3 mois 18 jours	2 ans 10 m 12 jours
Kodjo Amavi	13-9-76 au 31-12-80	4 ans 3 mois 18 jours	2 ans 10 m 12 j
Dadji Abra Ossibué	11-9-78 au 31-12-80	2 ans 3 mois 20 jours	1 an 6 m 13 j
Goza Yawo Agbessi Nyalé	5-1-79 au 31-12-80	1 an 11 m 26 jours	1 an 3 m 27 j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Deginou Afi Yavimi

- 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans de (bonification)
 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans de bonification
 1-1-81 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans de bonification

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation, conservent à titre personnel le bénéfice de leur salaire, jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 920/MFTP du 1/6/83 — M. Apégnan Kopa Atsu Abracadabraka, n°mle 103838-Y, moniteur permanent

de 3^e catégorie échelle A titulaire du brevet d'études du premier cycle du deuxième degré (REPC) - session de juin 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. C-indice 550) pour compter du 1^{er} juillet 1982, et conserve son affectation actuelle (section 15, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 921/MTFP du 1/6/83 — M. Gado Lakou, n°mle 038198-Y, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat session des 24 et 25 juillet 1978, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D, indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1979 et conserve son affectation actuelle (section 15, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1a 6m 12j lui est accordée pour ses services antérieurs de moniteur permanent accomplis du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1978 en application des dispositions de l'article 31 nouveau du décret 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-79 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 1a 6m 12j de bonification
- 19-6-79 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon bonification épuisée.

Arrêté n° 922/MTFP du 1/6/83 — Les moniteurs ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat, session de 1980, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe

1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1981 et conservent leurs affectations actuelles (section 15, chapitre 20 du budget général).

- Djakpa Watara Nadoh, moniteur permanent 2^e catégorie échelle C
- Dougbane Mado, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
- Fanguini Mayoïnou, moniteur permanent 2^e catégorie échelle D
- Sara Nagbani, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
- Lambonkal Sambo, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A.

Une bonification d'ancienneté leur est accordée dans les conditions suivantes pour leurs services antérieurs de moniteurs en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

— *Djakpa Watara Nadoh*

- 1-1-81 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 1a 8m 17j.
- 14-4-82 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée).

— *Fanguini Mayoïnou*

- 1-1-81 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (bonification 2 ans 10 mois 12 jours)
- 1-1-81 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon (bonification 10m 12j)
- 19-2-82 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Noms et Prénoms	Date d'Engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordée
Djakpa Watara Nadoh Fanguini Mayoïnou	5-6-78 au 31-12-80 13-9-76 au 31-12-80	2a 6m 26j 4a 3m 18j	1a 8m 17j 2a 10m 12j

Arrêté n° 923/MTFP du 1/6/83 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat session des 22 et 23 octobre 1980, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs, de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1981 et conservent leurs affectations actuelles (section 15, chapitre 20 du budget général).

Kadetchiyou Padawounam, épouse Péré, n°mle 103123-M, monitrice permanente 2^e catégorie échelle A

Atantsi Atitso Awouyé Novignon, n°mle 103523-V, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
Woayi Akouavi, n°mle 038635-M, monitrice permanente 2^e catégorie échelle C

Une bonification d'ancienneté leur est accordée dans les conditions suivantes pour leurs services antérieurs de moniteurs permanents en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Noms et Prénoms	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordée
Kadetchiou Padawounam épouse Péré	2-6-78 au 31-12-80	2a 6m 29j	1a 8m 19j
Atantsi Attiso A.N.	11-9-78 au 31-12-80	2a 3m 20j	1a 6m 13j
Woayi Akouavi	13-9-76 au 31-12-80	4a 3m 18j	2a 10m 12j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Mme Kadetchiou Padawounam, épouse Péré

1-1-81 — Monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 1a 8m 19j de bonification
12-4-81 — Monitrice de 3^e classe 2^e échelon bonification épuisée.

M. Atantsi Atitso Awouyé Novignon

1-1-81 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 1a 6m 13j de bonification
18-6-81 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon bonification épuisée.

Mlle Woayi Akouavi

1-1-81 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 2a 10m 12j de bonification
1-1-81 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 10m 12j de bonification
19-2-82 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon bonification épuisée.

Arrêté n° 928/MTFP du 6/6/83 — Est rapporté en ce qui concerne Mlle Adoyi Lamy, l'arrêté n° 362/MTFP du 1^{er} mars 1983 rapportant partiellement l'arrêté 319/MTFP du 24 février 1983 portant nomination de professeurs des CEG et d'instituteurs.

Intégrations

Arrêté n° 914/MTFP du 1/6/83 — M. Agossou Comlan Messan, n° mle 033938-U, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, de la licence en droit option : droit des affaires session de septembre-octobre 1982 de l'école supérieure en qualité d'administration et des carrières juridiques de l'Université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 1^{er} novembre 1982 et reste mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 7, chapitre 24 du budget général).

Arrêté n° 915/MTFP du 1/6/83. — Est rapporté en ce qui concerne M. Baba Nakom Koura n° mle 013776-A la décision n° 1921/MTFP du 18 octobre 1982 portant avancement automatique d'échelons.

M. Baba Nakom Koura, n° mle 013776-A, professeur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 2050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (Caïen) 3^e degré session de 1982, est rayé de son corps d'origine et intégré avec une bonification d'un échelon dans celui des inspecteurs en qualité d'inspecteur de l'éducation nationale de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1 — indice 2200) à compter du 21 avril et conserve son affectation actuelle (section 16 chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 28 septembre 1980 date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son corps de provenance.

M. Baba Nakom Koura, n° mle 013776-A, inspecteur de l'éducation nationale de 2^e classe 3^e échelon, est promu au grade d'inspecteur de l'éducation nationale de 1^{er} classe 1^{er} échelon (indice 2350) à compter du 28 septembre 1982 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 916/MTFP du 1/6/83. — M. Fandoumi Amouzou Ayawowadan n° mle 017514-C, instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon (indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP 2^e degré) série concours session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1982 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (section 15, chapitre 21 du budget général).

Titularisations

Arrêté n° 911/MTFP du 1/6/83. — M. Aziankpati Amegninou, n° mle 034543-R, contremaître-adjoint 1^{er} échelon stagiaire (cat. C) du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 6 juillet 1982 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 912/MTFP du 1/6/83. — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre du personnel médical et techniques de la santé publique, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Corps des médecins (cat. A1)

7-9-82 — Koudoro Omonitan, médecin 2^e échelon

Corps des agents techniques (cat. B)

7-8-82 — Bonfoh Bassabi Byadja,
10-8-82 — Atsou Amadze Wotobé,
6-8-82 — Kagnaou Komlan Essolakina,
6-8-82 — Lekessim Banissa,
7-8-82 — Edah Folly Nounagnon,
6-8-82 — Sonta Birregah,
7-8-82 — Pagnah Abra,
11-8-82 — Agle Yawo Séwonou,
5-8-82 — Nouwossey Agbéménou Kossi Kongo,
6-8-82 — Agbogbodo Afantsao,
6-8-82 — Bariyene Gnimpal,
agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon

Corps des infirmiers (cat. D)

7-8-82 — Yendoubane Yendoutié,
11-8-82 — N'Guimbi Kpabou,
infirmiers adjoints 3^e échelon

Arrêté n° 924/MTFP du 1/6/1983. — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre du personnel de l'enseignement, admis aux examens et concours professionnels sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes :

Corps des instituteurs (cat. B)

1-1-81 — Vodzogbe Komlan Dovi, n° mle 036298-L instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (AC 1 an)

Corps des instituteurs-adjoints (cat C)

1-1-81 — Aregba Agourou,
1-1-81 — Douti Namédiégou,
1-1-81 — Houessou Kokouvi,
1-1-81 — Katso Kossi,
1-1-81 — Etovi Améwuga,
1-1-81 — Kpakou Appéry Bamonmafô,
1-1-81 — Tchadi Mawussi,
1-1-81 — Tchalim Kpatcha Nabédé,
1-4-80 — Kawessima Abiyo,
1-1-82 — Prempeh Kosi Sénamé,
Instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon (AC 1 an)

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Corps des instituteurs (cat. B)

Au 2^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe

1-1-82 — Vodzogbe Komlan Dovi, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon

Corps des instituteurs-adjoints (cat. C)

Au 2^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe

1-1-82 — Arégba Agourou,
1-1-82 — Douti Namédiégou,
1-1-82 — Houessou Kokouvi,
1-1-82 — Katso Kossi,
1-1-82 — Etovi Améwuga,
1-1-82 — Kpakou Appéry Bamonmafô,
1-1-82 — Mawuena Kossi Abouéno,
1-1-82 — Tchadi Mawussi,
1-1-82 — Tchalim Kpatcha Nabédé,
1-1-81 — Kawessima Abiyo,
1-1-83 — Prempeh Kosi Sénamé,
Instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon.

M. Kawessima Abiyo, instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon est élevé au 3^e échelon de son grade à compter du 1^{er} janvier 1983.

Détachement

Arrêté n° 864/MTFP du 19/5/83. — Mlle Lawson Kayi (Julienne), assistante sociale de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, placée dans la position de détachement auprès du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, est maintenue dans cette position pour une nouvelle période de cinq (5) ans à compter du 3 janvier 1982.

Fin de détachement

Arrêté n° 913/MTFP du 1/6/83. — Il est mis fin au détachement de M. Etsi Agbéko, administrateur principal 1^{er} échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, auprès de la Banque Africaine de Développement pour compter du 1^{er} juillet 1983.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'économie et des finances pour compter de la même date.

Absence irrégulière

Arrêté n° 879/MTFP du 25/5/83. — Est constatée pour la période du 20 septembre au 3 octobre 1982 inclus, l'absence irrégulière de M. Dabla Koffi n° mle 016146-C, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au C.E.G. de Tabligbo-ville.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 905/MTFP du 1/6/83. — M. Letsou Afoclinou n° mle 008802-C ingénieur-adjoint des forêts et chasses

de 3^e classe 3^e échelon qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire est suspendu de ses fonctions à compter du 22 mai 1983.

Pendant la durée de la suspension l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial.

Licenciements

Arrêté n° 877/MTFP du 25/5/83. — Est rapporté en ce qui concerne M. Agbeli Senam Kodjo n° mle 104699-V instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, l'arrêté n° 37/MTFP du 7 janvier 1983 portant licenciement.

Arrêté n° 878/MTFP du 25/5/83. — Est rapporté en ce qui concerne M. Dabla Koffi, instituteur-adjoint stagiaire l'arrêté n° 37/MTFP du 7 janvier 1983 portant licenciement.

Arrêté n° 883/MTFP du 25/5/83. — Mlle Adossi Afivavi Flawavi, n° mle 101266-L, institutrice-adjointe stagiaire de 3^e classe 1^{er} échelon précédemment en service à l'école primaire publique de Doumasséssé à Lomé (préfecture du Golfe) est licenciée de ses fonctions pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet à compter du 17 novembre 1980

Arrêté n° 884/MTFP du 25/5/83 — M. Agbessi K. Elikplim, n° mle 017578-L, instituteur stagiaire précédemment en service au CEG de Vo-ville, est licencié de son emploi pour abandon de poste (section 15, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 20 septembre 1982.

Arrêté n° 885/MTFP du 25/5/83 — Les instituteurs et instituteurs-adjoints stagiaires ci-dessous énumérés, du cadre du personnel des fonctionnaires de l'enseignement sont licenciés de leurs fonctions dans les conditions suivantes pour abandon de poste :

22-9-82

- Amegbleame Atah E. IAS, précédemment en service à Ahlon-Bogo (Kloto)
- Topou Kodjo, IAS, en service à Danyi Atigba (Kloto)
- Afangbon Kodjo Fia, IS, en service à Agou-Gare (Kloto)
- Galley Dopé Akossiwa, IAS, en service à Agome-Tomegbe (Kloto)

20-9-82

- Kerime-Dikeni Essowova, IAS, précédemment en service à Kpalimé Zomayi (Kloto)

27-9-82

- Sedjro Komi Kuma, IS en service à Agou-Nyogbo (Kloto)

18-10-82

- Attiogbe Kankoé, IAS, en service à Tové-rail (Kloto)

19-10-82

- Sodji Agbegnowukou, IAS, en service à Agou-Akplolo (Kloto) (section 15, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 886/MTFP du 25/5/83 — M. Galley Koffi Edem, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon n° mle O16661-X du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Kpélé-Elé est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet à compter du 21 septembre 1981.

Arrêté n° 887/MTFP du 25/5/83 — Les instituteurs adjoints stagiaires ci-dessous énumérés, du cadre du personnel des fonctionnaires de l'enseignement sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste à compter du 20 septembre 1982.

- MM. : Agbodan Tété Dodji, en service au CEG d'Alédjo Kadara (préfecture d'Assoli).

Dao Sama Bilakiani, en service au CEG de Kadjalla (préfecture de Doufelgou) section 15, chapitre 21 du budget général.

Arrêté n° 888/MTFP du 25/5/83 — M. Aziaka Ahlidjo Atsu, n° mle 100.008-A, instituteur adjoint stagiaire précédemment en service au CEG de Kpekpleme (préfecture de Haho) est licencié de son emploi pour abandon de poste (section 15, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 10 octobre 1982.

Arrêté n° 889/MTFP du 25/5/83 — Les agents ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Zogbepimé G/B, sont licenciés de leur emploi pour acte incompatible avec la dignité de la fonction enseignante.

- MM. : Drafor Kodjo Tsatey, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire

Bakar Kokou Nuléagbessi, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 906/MTFP du 1/6/83 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement sont licenciés de leurs emplois pour abandon de poste.

- MM. : Kokou Agbéko, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire n° mle 110638-Q en service au CEG de Tchitchao (préfecture de la Kozah).

Sossou Folly Lawoè, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire n° mle 107300-W en service au CEG de Bafilo-ville (préfecture d'Assoli).

Le présent arrêté a effet à compter du 20 septembre 1982.

Arrêté n° 907/MTFP du 1/6/83 — M. Adaba A. K. Mawuli, n° mle 110114-U, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire précédemment en service au CEG de Davié (préfecture du Zio) est licencié de son emploi pour abandon de poste (section 15 chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 20 septembre 1981.

Arrêté n° 908/MTFP du 1/6/83 — M. Koubirma Héléguéba Tonoga n° mle 110769-B, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire précédemment en service au CEG de Wogba (préfecture de Vo) est licencié de son emploi pour abandon de poste (section 15 chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 11 octobre 1982.

Arrêté n° 909/MTFP du 1^{er}/6/83 — MM. : Goga Aloéwonou, n° mle 017361-B instituteur-adjoint stagiaire de 3^e classe 1^{er} échelon précédemment en service au CEG de Bombouaka (préfecture de Tône) et Kolagbe Messan Hermann, n° mle 014582-Y instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service au CEG de Mango-ville (préfecture de l'Oti), sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste (section 15 chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 20 septembre 1982.

Arrêté n° 910/MTFP du 1^{er}/6/83 — Afawubo Koffi (Linus), instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire n° mle 014218-L du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG d'Ablogamé n° 2 à Lomé est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet à compter du 27 septembre 1982.

Arrêté n° 929/MTFP du 6/6/83 — Est rapporté l'arrêté n° 985/MTFP du 3 juillet 1980 portant licenciement de M. Kodjo Kossi, n° mle 100440-A instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service à Kpali-Tsévié (section 25, chapitre 24 du budget général).

Reprise de service

Arrêté n° 881/MTFP du 25/5/83 — Est constatée à compter du 4 octobre 1982, la reprise de service de M. Dabla Koffi n° mle 016146/C, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er}

échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Tabligbo-ville.

Retraite

Arrêté n° 871/MTFP du 19/5/83 — Les agents ci-après énumérés du cadre des fonctionnaires des douanes, ayant atteint la limite d'âge, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} mai 1983 :

Ayissah Komlan, n° 003392-B, brigadier-chef de C.E. Batcha Issa, n° mle 012584-S, préposé 4^e échelon.

Arrêté n° 882/MTFP du 25/5/83 — M. Klutse Abaté-kouégan n° mle 007700-W, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Zébévi à Aného (préfecture des Lacs), est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1983, en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1983. (section 15, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 890/MTFP du 25/5/83 — Est rapporté l'arrêté n° 518/MTFP du 22 mars 1983, portant admission à la retraite de Mme Dossouvi Akoéba, épouse Ephoevi-Ga.

Mme Dossouvi Akoéba, épouse Ephoevi-Ga, n° mle 005905-N, institutrice-adjointe de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Tokoin-Ouest à Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} mars 1983 en application des dispositions des articles 6 (nouveau), 9 (nouveau) et 16-II dernier alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 891/MTFP du 25/5/83 — Mme Johnson Dodji Elessi, épouse Gbikpi-Bénissan, n° mle 007290-C, sage-femme principale de classe exceptionnelle du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à l'hôpital d'Aného est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juin 1983, en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 892/MTFP du 25/5/83 — M. Ankrah Yaovi Bédiaku, n° mle 000129-B, préposé principal 2^e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, en service à la direction des postes et télécommunications à Lomé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3^e alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-11, 1^{er} alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 22 août 1940, entrera en jouissance de sa pension le 1^{er} octobre 1995, date à

laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} juin 1983.

Arrêté n° 896/MTFP du 27/5/83 — Les agents ci-après énumérés du cadre des fonctionnaires des douanes sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juin 1983 :

- Hillah Dansou, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon
- Djondo Anani Akakpo, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon
- Adjogble Apéléti Komi, brigadier-chef de C.E.
- Bakela Dahan, brigadier-chef 3^e échelon
- Gnamkoulamba Birkougni, brigadier-chef 3^e échelon
- Nicoue Kouété, brigadier-chef 3^e échelon
- Douti Nagbandjo, brigadier 3^e échelon
- Agbo Atsu Adjonah, brigadier 3^e échelon
- Bodjolle Ali Kpatcha, préposé 4^e échelon
- Bissikou Nicabou, brigadier 2^e échelon.

Arrêté n° 897/MTFP du 27/5/83 — M. Guinhouya Komi-Péri, n° mle 028474-L, commis d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à l'inspection de l'enseignement du premier degré de Tchamba, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} avril 1983 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) 5^e et 9 (nouveau) dernier alinéa de la loi n° 63-18 du 28 mai 1963.

Arrêté n° 926/MTFP du 6/6/83 — Mme Ayeba Simtémon, épouse N'Gbamou, n° mle 101130-C, monitrice de 3^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est admise d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1983.

Arrêté n° 930/MTFP du 6/6/83 — M. Toro Aliko (Laurent), n° mle 011910-G, adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la direction régionale du développement rural à Atakpamé (Ogou), est admis d'office à la retraite à compter du 1^{er} janvier 1983.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Tarifs des études de plans de lotissement

Arrêté n° 20/MTPMERH/DGU du 27/6/83 — Les tarifs des études de plans de lotissement et d'affectation ou de rétrocession de réserves administratives, effectuées par la

direction générale de l'urbanisme et de l'habitat, pour le compte des particuliers, des sociétés et entreprises privées, des sociétés d'Etat et des organismes publics à caractère commercial ou industriel, sont calculés sur la base de la superficie des parcelles, déduction faite des surfaces de la voirie et des réserves administratives et fixés comme suit par catégorie de villes :

- 1^o — Ville de première catégorie : Lomé (Capitale)
 - a — Plans de lotissement 10 F/m²
 - b — Plans d'affectation et de rétrocession de réserves administratives 6,50 F/m²
- 2^o — Villes de deuxième catégorie :

Kara — Sokodé — Tabligbo — Kpalimé — Atakpamé — Aného — Dapaon — Tsévié — Vogon

 - a — Plans de lotissement 5 F/m²
 - b — Plans d'affectation et de rétrocession de réserves administratives 3 F/m²
- 3^o — Villes de troisième catégorie

Mango — Kanté — Niamtougou — Pagouda — Bafilo — Bassar — Tchamba — Sotouboua — Badou — Amlamé — Notsé

 - a — Plans de lotissement 3 F/m²
 - b — Plans d'affectation et de rétrocession de réserves administratives 2 F/m²
- 4^o — Localité villageoise (tarif unique) 0,5 F/m²

Ces tarifs sont susceptibles de réajustement périodique suivant un arrêté interministériel en fonction du renchérissement des valeurs foncières.

Les bénéficiaires sont tenus de se faire remettre les plans par la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat contre une quittance de paiement au compte n° 904-03 du trésor.

Le directeur général de l'urbanisme et de l'habitat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Admission

Arrêté n° 29/MEPDD du 22/4/83 — Est déclaré définitivement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les Collèges d'Enseignement Général, session de 1976, le candidat ci-après :

Option : Musique

Kwazdo Atsu Seti

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1977.

MINISTRE DU PLAN, DE L'INDUSTRIE ET
DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

ARRETE N° 6/MPIRA/CAB du 23 juin 1983 portant création d'un comité chargé de la préparation et du suivi des négociations de la prochaine convention ACP/CEE

LE MINISTRE DU PLAN, DE L'INDUSTRIE ET
DE LA REFORME ADMINISTRATIVE,

Vu l'article 21 de la constitution togolaise du 9 janvier 1980 ;
Vu l'ordonnance n° 19 du 15 mai 1975 autorisant la ratification de la convention ACP/CEE signée à Lomé le 28 février 1975 ;
Vu l'ordonnance n° 79-54 du 27 décembre 1979 autorisant la ratification de la deuxième convention ACP/CEE signée à Lomé le 31 octobre 1979 ;
Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;

ARRETE :

Article premier : Il est créé un comité chargé de la préparation et du suivi des négociations de la prochaine convention ACP/CEE.

Art. 2 : Le comité est composé comme suit :

- Le conseiller technique à la Présidence : Président
- Le directeur général du Plan et du Développement : Vice-Président
- Le directeur de l'Economie : Membre
- Un représentant du ministère des affaires étrangères et de la coopération : Membre
- Un représentant du ministère du développement rural : Membre
- Un représentant du ministère de l'aménagement rural : Membre
- Un représentant du ministère de l'enseignement des 3^e et 4^e degrés et de la recherche scientifique : Membre
- Un représentant de l'assemblée nationale : Membre
- Un représentant du ministère de la justice : Membre
- Le président du Club d'Afrique : Membre
- Un représentant du ministère du commerce et des transports : Membre
- Un représentant de la chambre de commerce : Membre
- Un représentant de l'O.T.P. : Membre
- Le directeur de l'OPAT : Membre
- Le directeur national de la BCEAO : Membre
- Le directeur des douanes : Membre

Art. 3 : Le comité se réunit sur convocation de son président et fait des rapports au gouvernement

Art. 4 : Le comité peut s'adjoindre toute personne dont la compétence peut être utile dans l'exécution de sa mission.

Art. 5 : Le Secrétariat du comité est assuré par la direction générale du Plan et du Développement.

Art. 6 : Le conseiller technique à la Présidence et le directeur général du plan et du développement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent

arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 juin 1983

Koffi Kadanga WALLA

Autorisations de virement

Décision n° 89/MPRAI/DGPD/DFCEP du 15/6/83
— Est autorisé le virement en faveur de l'institut de recherches du coton et des textiles exotiques (IRCT) station Anié-Mono à son compte ouvert à la BIAO Lomé sous le n° 36.290.010-U de la somme de : trente millions (30.000.000) de francs CFA représentant la participation togolaise aux programmes de recherches de base sur le coton pendant l'année 1983.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1983, titre III, chapitre 1, article 1, paragraphe 2, rubrique A (CF n° 159/83 du 25 mai 1983) AS.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 90/MPRAI/DGPD/DFCEP du 15/6/83
— Est autorisé le virement au profit du projet PNUD-TOGO/74-001/8/01/12 (aménagement du Nord-Togo) à son compte n° 22-013/61 ouvert à la BTCI Lomé de la somme de : soixante quinze millions (75.000.000) de francs CFA au titre de la contribution togolaise pour l'année 1983.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1983, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique J (CF n° 115/83 du 11-5-83) AS.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 107/MPIRA/DGPD/DFCEP du 25/7/83
— Est autorisé le virement au profit du projet AFRI (aménagement forestier et reboisement industriel — CCCE-FAC) à son compte n° 04000571-A ouvert à la CNCA, de la somme de quinze millions (15.000.000) de francs CFA pour l'exécution du programme de plantation et d'aménagement pour l'année 1983.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1983, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique V (CF n° 117/83 du 11 mai 1983).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 121/MPIRA/DGPD/DFCEP du 1/8/83 — Est autorisé le virement au profit de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SO-NAPH) à son compte Hors budget n° 902-040-1 ouvert dans des écritures du trésorier-payeur de la somme de : vingt millions (20.000.000) de francs CFA pour le financement du programme palmier sélectionné.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1983, titre III, chapitre 7, article 3, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 162/83 du 7-6-83).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 122/MPIRA/DGPD/DFCEP du 1/8/83 — Est autorisé le virement en faveur de l'union nationale des maisons familiales de formation rurale du Togo à son compte n° 0300 200 0334 ouvert à la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) de la somme de : dix millions (10.000.000) de francs CFA représentant avance sur la contribution togolaise au fonctionnement dudit organisme pendant l'année 1983.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1983, titre III, chapitre 6, article 1, paragraphe 1, rubrique D (CF n° 36/83 du 1-4-83).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 123/MPIRA/DGPD/DFCEP du 3/8/83 — Est autorisé le virement en faveur du centre de la construction et du logement (CCL) à son compte n° 125 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur, de la somme de : dix millions (10.000.000) de francs CFA représentant la contribution togolaise au fonctionnement dudit centre.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1983, titre II, chapitre 8, article 1, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 169/83 du 11 juillet 1983).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Additif

ADDITIF du 4-5-83 à l'arrêté n° 2/MPIRA/CAB du 30 mars 1983 créant un Comité d'organisation de la Conférence des Bailleurs de fonds.

LE MINISTRE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

ARRETE :

Article 2 — Après :

— un représentant du ministère des travaux publics,

mines et ressources hydrauliques, membre

Ajouter :

— un représentant du ministère des affaires étrangères et de la coopération, membre.

Le reste sans changement.

Koffi Kadanga WALLA

Transfert de crédit

Arrêté n° 8/MPIRA/MEF du 5/8/83 — Est autorisé le transfert d'un crédit de : vingt sept millions quatre cent cinquante trois mille (27.453.000) francs CFA du budget d'investissement et d'équipement gestion 1983, titre II, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique D au budget d'investissement et d'équipement gestion 1983, titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique A.

La dotation du titre II, chapitre 9 est ramenée de 135.000.000 à 107.547.000 francs CFA.

La dotation du titre VI, chapitre 1, est portée de 207.999.000 à 235.452.000 francs CFA.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nomination

Arrêté n° 5/MPIRA/CAB du 3/6/83 — M. Magbenga Bissaré, administrateur civil, 1^{re} classe 1^{er} échelon, indice 1300, est nommé chef de la division des ressources humaines en remplacement de M. Gunn Mensa Dodji mis à la retraite.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Décision n° 73/METQD-RS/MEPDD du 22 avril 1983 portant institution de commissions chargées de l'élaboration des programmes de formation des maîtres en cours d'emploi dans les ENI.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ET

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

Vu la constitution du 9 janvier 1980, notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo,

Décident :

Article premier — Il est institué huit commissions de travail chargées de l'élaboration des programmes de formation des maîtres en cours d'emploi dans les écoles normales d'instituteurs de Kara et de Notsé.

Art. 2 — Les commissions sont composées comme suit :

Commission n° 1 — français

Président : Agbekponou, conseiller technique au MEPDD

Membres : MM. Azonaha direction de l'enseignement du 3^e degré.

Gbeassor

Ameagan inspecteur de l'enseignement du 1^{er} degré.

Kouvahey inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré.

Djanaye-Bougonou inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré.

Tchaouwélé DI.FO.P.

Commission n° 2 — Mathématiques.

Président : AUGÉ, conseiller pédagogique DI.FO.P.

Membres : Mme MEATCHI inspectrice de l'enseignement du 1^{er} degré.

MM. Adotévi inspecteur de l'enseignement du 2^e degré
Tagba DI.FO.P.

Agbodjan T.D. inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré.

Ayité P. inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré.

Commission n° 3 — Activités d'éveil

Président : Ago-Akumey, proviseur Lycée de Tsévié

Sous-commission : Histoire-géographie-sciences d'observation

1^{er} Vice-Président : Gbadoé, inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré.

Membres : MM. Gnon directeur de la DI.FO.P.

Ede DI.FO.P.

Follygan inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré

Amouzougan inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré

Koumapley DI.FO.P.

Sauvestre assistant technique DI.FO.P.

Takouda DI.FO.P.

Dzeze DI.FO.P.

Gbemou DI.FO.P.

Ajavon DI.FO.P.

Adamà inspecteur de l'ens. du 2^e degré

Sous-commission : Musique et arts plastiques

2^e Vice-Président : M. Kwadzo, directeur de l'enseignement protestant

Membres : MM. Kétoglo, inspecteur

Ketowou, direction nationale enseignement catholique

Acotia, collège protestant

Kondza DI.FO.P.

Commission n° 4 — psycho-pédagogie

Président : M. AMEGA, inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré

Membres : Mme Pana Mazamasso INSE

M. Noameshie

Commission n° 5 — Législation-morale professionnelle

Président : M. Maboudou, inspecteur de l'ens. du 1^{er} degré

Membres : MM. Agbokou, attaché d'administration

Amenouwe directeur d'école (Baguida)

Agbobli directeur d'école Tokoin-Ouest.

Commission n° 6 — Initiation à l'enseignement agricole

Président : M. Ayayi, direction enseignement agricole

Membres : MM. Agbodjan, direction enseignement agricole

Ametitovi, direction enseignement agricole

Birr, direction enseignement agricole

Commission n° 7 — Technique de communication

Président : M. Nuakey, maître assistant U.B.

Membres : MM. Afan, maître assistant U.B.

Acotie, DI.FO.P.

Balouki, DI.FO.P.

Commission n° 8 — Education physique et animation culturelle

Président : M. Bougonou, prof. D'EPS DI.FO.P.

Membres : MM. Elessessi inspect. d'EPS

Bakar inspect. d'EPS

Abalo direction de l'institut de formation de la jeunesse et des sports.

Art. 3 — Les commissions se réuniront sur convocation de leurs présidents. Elles doivent avoir achevé leurs travaux avant la fin juin 1983.

Art. 4 — La présente décision qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 avril 1983

*Le ministre de l'enseignement des
premier et deuxième degrés.*

K. AGBETIAFA

*Le ministre de l'enseignement des troisième
et quatrième degrés et de la recherche
scientifique,*

A. AGBETRA

ARRETE N° 6/METQD-RS du 9-6-83 portant organisation de l'école normale supérieure d'Atakpamé

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 promulgant la réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 fixant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 68-165 du 4 septembre 1968 créant l'école normale supérieure d'Atakpamé,

ARRETE :

TITRE I :

DISPOSITIONS GENERALES

SECTION 1 :

Définition et organisation

Article premier — L'école normale supérieure (E.N.S.) d'Atakpamé est un établissement de l'enseignement du 4^e degré chargé de la formation académique et professionnelle des professeurs de collèges d'enseignement général.

Art. 2 — L'école normale supérieure participe à la réforme des méthodes et programmes de l'enseignement du 2^e degré.

Art. 3 — La durée des études est de trois ans.

Art. 4 — Les élèves de l'E.N.S. sont recrutés sur concours parmi les titulaires du baccalauréat de l'enseignement du 3^e degré conformément aux textes en vigueur.

Art. 5 — L'école normale supérieure d'Atakpamé comprend :

A — Trois Sections :

- * une section lettres et sciences humaines
- * une section sciences
- * une section art et technologie

Les sections sont subdivisées en départements.

Section Lettres et Sciences Humaines

- Département de langues et linguistique (français, anglais, langues nationales et linguistiques)
- Département des sciences humaines (histoire, géographie, psycho-pédagogie, instruction civique, législation et administration scolaires).

Section Sciences

- Département de mathématiques
- Département de physique et chimie
- Département de sciences naturelles

Section Art et Technologie

- Département de musique
- Département de dessin et technologie

D'autres sections et départements peuvent être créés à l'avenir en raison de besoins nouveaux.

SECTION 2 :

Administration

Art. 6 — L'école normale supérieure d'Atakpamé est administrée par un directeur nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique.

Art. 7 — Le directeur de l'E.N.S. est assisté dans ses fonctions par :

- Les directeurs des études
- Les chefs de départements
- Le secrétaire principal
- L'intendant
- Les directeurs des collèges d'enseignement général d'application.

Art. 8 — Les directeurs des études, le secrétaire principal sont nommés par arrêté du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique sur proposition du directeur de l'enseignement du quatrième degré.

Art. 9 — L'intendant est nommé par arrêté interministériel du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique et du ministre de l'économie et des finances.

Art. 10 — Les directeurs des C.E.G. d'application sont nommés par le ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés.

Art. 11 — Le statut des C.E.G.A. est réglementé par un protocole d'accord entre le ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique et le ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés.

Art. 12 — Les professeurs du C.E.G.A. doivent être titulaires au moins du CAP-EDD.

SECTION 3 : Les Conseils

Art. 13 — Il existe à l'E.N.S. trois conseils :

- Le conseil de perfectionnement
- Le conseil d'école
- et le conseil de discipline

Art. 14 — Le conseil de perfectionnement comprend :

— Le secrétaire général du METQD-RS	Président
— Le directeur de l'enseignement du 4 ^e degré	Vice-Président
— Le directeur de l'E.N.S.	Secrétaire
— Le directeur de l'enseignement du 2 ^e degré	Membre
— Le directeur de la planification de l'éducation	"
— Le directeur de la D.I.F.O.P.	"
— Le recteur de l'université du Bénin	"
— Les directeurs de l'école des lettres, des sciences et de l'I.N.S.E.	"
— Le secrétaire principal de l'E.N.S.	"
— L'intendant de l'E.N.S.	"
— Trois professeurs choisis par leurs pairs	"
— Les directeurs des C.E.G.A.	"
— Le directeur de l'enseignement du 3 ^e degré	"
— Six élèves-professeurs désignés par le bureau de l'association des élèves de l'E.N.S., à raison de deux par section	"
— Les directeurs des études de l'E.N.S.	"
— Les chefs de départements de l'E.N.S.	"
— Deux inspecteurs de l'enseignement du 2 ^e degré	"
— Le directeur de l'I.N.R.S.	"
— Le directeur des bourses et stages	"
— Le directeur des examens et concours	"

En dehors de ces membres, le conseil de perfectionnement peut faire appel à toute personne en raison de ses compétences dans les domaines étudiés.

Art. 15 — Le conseil de perfectionnement est consulté et donne son avis sur toutes modifications à apporter aux structures, aux statuts et aux objectifs de l'établissement.

Art. 16 — Le conseil d'école comprend :

— Le directeur de l'E.N.S.	Président
— Le secrétaire principal	Secrétaire
— Les directeurs des études	"
— Les chefs de départements	"
— L'intendant	"
— Le bibliothécaire	"
— Les directeurs des C.E.G.A.	"
— Tous les professeurs en service à l'E.N.S.	"
— Trois représentants de l'association des élèves.	"

Il se réunit une fois par trimestre, sur convocation de son Président et étudie toutes les questions relatives à l'organisation et au déroulement des études, et à l'évaluation des élèves.

Il peut se réunir en séances extraordinaires sur convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Il constitue en son sein un conseil pédagogique qui se réunit une fois par mois.

Art. 17 — Le conseil de discipline comprend :

— Le directeur de l'E.N.S.	Président
— Les directeurs des études	"
— Le secrétaire principal	Secrétaire

- Les psychopédagogues
- Quatre professeurs élus par leurs pairs
- Les inspecteurs de l'enseignement
détachés auprès de l'E.N.S.
- Les directeurs des C.E.G.A.
- L'intendant
- Six délégués des élèves (2 par section).

Il délibère sur les cas disciplinaires qui lui sont soumis par le directeur et prend des décisions, les parties étant préalablement entendues.

Les sanctions peuvent être :

- l'avertissement
- le blâme sans ou avec inscription au dossier
- l'exclusion temporaire d'une durée supérieure à trois jours prononcée par le ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique sur proposition du conseil.
- l'exclusion définitive prononcée par le ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique sur proposition du conseil.

TITRE II : REGIME DES ETUDES

SECTION 1 : Horaires et programmes

Art. 18 — Les horaires et programmes de l'ENS sont arrêtés par le ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique sur proposition du conseil de perfectionnement.

SECTION 2 : Organisation des études.

Art. 19 — L'enseignement à l'école normale supérieure d'Atakpamé comprend des cours, des travaux pratiques, des travaux dirigés et des stages pratiques.

Art. 20 — Les emplois du temps des différentes sections et promotions sont établis par le directeur de l'E.N.S. sur proposition des directeurs des études conformément aux horaires et programmes arrêtés par le ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique.

Art. 21 — Un système d'évaluation continue doit permettre d'apprécier toutes les facultés et aptitudes des élèves.

Art. 22 — Les élèves sont évalués au moyen de travaux exécutés individuellement ou en groupes, d'interrogations écrites et orales servant d'épreuves de contrôle d'acquisitions qui ont lieu plusieurs fois par trimestre dans toutes les disciplines entrant dans les programmes de la formation. La fréquence de ces contrôles sera fixée par le règlement intérieur de l'E.N.S.

Art. 23 — Les résultats d'évaluation de chaque élève figureront dans son dossier scolaire et seront pris en considération pour le passage en classe supérieure.

Art. 24 — Les élèves-professeurs ayant une moyenne égale ou supérieure à 10/20 passent en classe supérieure. En 1^{ère} année, seuls les élèves-professeurs ayant une moyenne comprise entre 08,50 et 10/20 sont admis à redoubler. Les élèves ayant une moyenne inférieure à 08,50/20 sont exclus de l'E.N.S. Seul un redoublement est autorisé pendant la durée de la formation.

SECTION 3 : Le certificat de fin d'études normales supérieures

Art. 25 — Les études à l'école normale supérieure d'Atakpamé sont sanctionnées par le certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS).

Art. 26 — Le certificat de fin d'études normales section E.N.S. est délivré par le ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique sur la base des trois éléments suivants :

- 1 — Evaluation continue (moyenne de l'ensemble des interrogations, devoirs, exposés, leçons d'essai etc, de l'élève-professeur durant les 3 ans de formation) Coefficient 2.
- 2 — Evaluation ponctuelle (contrôle effectué à la fin de la 3^e année de formation et portant sur le programme des trois ans de formation, aussi bien à l'écrit qu'à l'oral) coefficient 2. Les épreuves, leur durée et leurs coefficients sont annexés au présent arrêté.
- 3 — Stage pratique — Coefficient 1.

Art. 27 — Le Jury du C.F.E.N.S. est nommé par le ministre de l'enseignement des 3^e et 4^e degrés et de la recherche scientifique sur proposition du directeur de l'enseignement du 4^e degré.

SECTION 4 : Autodiscipline, autogestion et participation

Art. 28 — Le régime de l'E.N.S. est l'internat. Toutefois, l'admission à l'internat est subordonnée au nombre de places disponibles.

Les élèves-professeurs en état de grossesse n'y sont pas admises.

Art. 29 — L'autodiscipline et la participation sont adoptées et appliquées comme méthodes de formation à l'E.N.S. L'initiation à l'autogestion se fait dans le cadre des activités de l'association des élèves.

Art. 30 — Les fonctionnaires stagiaires ou titulaires, élèves de l'E.N.S. restent soumis aux dispositions du statut de la Fonction Publique sans préjudice du règlement intérieur de l'établissement.

Art. 31 — L'autodiscipline et la participation seront progressivement étendues aux C.E.G. d'application intégrés à l'établissement.

SECTION 5 : Conditions d'admission et de titularisation, de redoublement ou d'exclusion

Art. 32 — Les candidats ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10/20 sont reçus au CFENS et passent les épreuves pratiques et orales du CAP-EDD au cours de l'année académique suivante ; ils sont titularisés en cas de succès à compter du 1^{er} janvier qui suit :

En cas d'échec aux épreuves pratiques et orales, l'admissibilité est conservée seulement pour une session d'examens. Deux échecs successifs aux épreuves pratiques obligent le candidat à recommencer tout le CAP-EDD.

Les candidats ayant obtenu une moyenne comprise entre 10/20 et 07/20, sont astreints au redoublement des premier et deuxième degrés s'ils avaient déjà redoublé. Dans ce cas ; ils passeront l'examen professionnel du CAP-EDD.

— Les candidats ayant obtenu une moyenne inférieure à 07/20 s'ils sont fonctionnaires, ils sont remis à la disposition du ministre des premier et deuxième degrés pour servir dans l'enseignement du premier degré.

— S'ils sont non fonctionnaires, ils sont purement et simplement exclus.

Art. 33 — Le dossier des élèves est établi en double exemplaire. A leur sortie un exemplaire est transmis à la direction de l'enseignement du deuxième degré pour lui permettre de suivre l'ancien normalien au cours de sa carrière.

Art. 34 — Tous les cas spéciaux non prévus par le présent arrêté feront l'objet d'une décision ministérielle.

Art. 35 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment l'arrêté n° 5/MEN du 6 mars 1973 sont abrogées.

Art. 36 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 juin 1983

A. AGBETRA

ANNEXE RELATIF AU CONTROLE PONCTUEL AU CFENS

ECRIT

Dominante	4 h	Coeff. 3
Secondaire	3 h	Coeff. 1
Psychopédagogie	3 h	Coeff. 1
Linguistique (lettres)	3 h	Coeff. 1
Technologie sciences	3 h	Coeff. 1

ORAL

Dominante	Coeff. 2
Secondaire	Coeff. 1
Psychopédagogie	Coeff. 1

Interdiction de se présenter à l'examen

Décision n° 129/METQDRS du 14/5/83 — M. Daliko Yao Jérôme, élève de classe de première au cours secondaire Tolson-Atta de Lomé, surpris en flagrant délit de fraude à l'examen du Brevet d'Etude du Premier cycle, session de juin 1983 (il a composé à la place de M. Kouabenam Atta) est frappé d'une interdiction de se présenter à l'examen de la première partie du baccalauréat de cinq ans sur le territoire togolais.

Les directeurs des examens et concours et de l'enseignement du troisième degré sont chargés de l'application de la présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nominations

Décision n° 142/MDR du 15/6/83 — M. Ayayi Mesan, ingénieur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon d'agriculture, précédemment en service à la direction de l'enseignement et de la formation agricoles est nommé adjoint au chef de la formation de la jeunesse rurale.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 6/MDR du 15/6/83 — M. Ayassor Tchambokou, ingénieur de 2^e classe 4^e échelon d'agriculture est nommé chef de la division de la formation de la jeunesse rurale en remplacement de M. d'Almeida Koffi appelé à d'autres fonctions.

Les centres de formation et le programme d'installation des jeunes agriculteurs modernes relèvent des attributions de la division.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 9/MDR du 22/6/83 — Il est constitué une commission ad-hoc chargée de l'étude et de la reformulation du cadre juridique régissant les coopératives au Togo, composée de :

Le ministre du développement rural ou son représentant : Président;

Un représentant (praticien juriste) du garde des sceaux ministre de la justice;

Un représentant (professeur de droit) du ministre de l'enseignement des 3^e et 4^e degrés ;

Deux représentants des coopératives dont les modalités de choix seront déterminées par le ministre du développement rural.

La commission travaillera avec le consultant du Bureau International du Travail auteur du mémorandum précité et

elle pourra s'adjoindre, pour participer à ses travaux, à titre consultatif, toute personne ayant une responsabilité ou une compétence en matière de coopération et dont la présence est jugée utile ou nécessaire.

Les membres de cette commission ad-hoc sont désignés pour la période allant jusqu'à la parution de nouveaux textes de lois sur les coopératives.

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction de l'animation rurale et de l'action coopérative (division de la coopération et de la mutualité).

La commission se réunit sur convocation de son Président, chaque fois qu'il est nécessaire.

La commission a pour mission principale la révision de la législation coopérative qui comporte :

— une reformulation et une mise en œuvre du cadre juridique (texte de base) portant statut de la coopération en tenant compte des réalités et possibilités actuelles de la coopération;

— une élaboration de projets de textes législatifs et réglementaires (décrets d'application du texte de base, arrêtés, statuts types, règlements intérieurs types... etc), nécessaires à la bonne organisation et au bon fonctionnement des différentes sortes de coopératives (coopératives de production, agricoles, artisanales, de consommation, de pêche, d'épargne et de crédit, de commercialisation, d'habitation, de services, scolaires, industrielles, de loisirs... etc);

— une proposition de nouveaux textes portant organisation des structures assurant le développement coopératif en l'occurrence le Centre national de promotion coopérative C.N.P.C., en les rendant à la fois simple et efficaces.

Les textes législatifs ainsi proposés feront l'objet d'une soumission à la commission nationale de la réforme administrative.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations

Décision n° 91/MINFO du 25/5/83 — Est et demeure rapportée la décision n° 71/Minfo du 6 juin 1979.

M. Mensah Aflim Anani, agent permanent de 5^e catégorie hors échelle en service à la Radiodiffusion de Lomé est nommé comptable et billeteur dudit service.

L'intéressé aura droit aux indemnités de billeteur prévues par les textes en vigueur.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

Arrêté n° 72/INT-APA du 23/5/83 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) pour une durée de trois (3) ans à compter du 9 juillet 1983 date de sa libération au nommé Kuléké Yao John, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1950 à Agotimé-Kpétain (Ghana), fils de Kuléké Mensah et Akoudé Mensah, cordonnier, domicilié à Lagos de passage au Togo, condamné pour introduction de fausse monnaie à vingt-quatre (24) mois de prison dont 20 avec sursis et *trois (3) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 22 avril 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11 132 — 12 322).

b) pour une durée de trois (3) ans à compter du 28 juillet 1983 date de sa libération au nommé Dzakwassi Marc, détenu à la prison civile de Lomé né le 19 mars 1960 à Ahamassou (Ghana), fils de Dzakwassi Godvin et de Débora Adzarago, étudiant, de passage à Lomé s/c 2, rue des pêcheurs maison Fumey condamné pour escroquerie à vingt-quatre (24) mois de prison dont 18 avec sursis et *trois (3) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 1^{er} avril 1983 du tribunal correctionnel de Lomé, (F.D. 13.333 — 33 332).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Les préfets et le directeur de la sûreté nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 83/INT-APA du 24/6/83 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a — pour une durée de cinq (5) ans à compter du 2 juillet 1983 date de sa libération à la nommée Kloutsé Akpéné Akou, détenue à la prison civile de Lomé, née vers 1964 à Afidégban (Ghana), fille de Kloutsé Adjigblé et de Kougblé Adjo, sans profession, sans domicile, condamnée pour vol à 2 ans de prison dont 8 mois ferme et *cinq (5) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11 131-23 222).

b — pour une durée de trois (3) ans à compter du 6 juin 1983 date de sa libération au nommé Zigah Kodjo Emmanuel, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1962 à Kéta (Ghana), fils de Zigah Kodjo et de Kouméko Afi, sans profession, domicilié au Ghana de passage à Lomé, condamné pour détention de cannabis à vingt-quatre mois de prison dont 18 avec sursis et *trois (3) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 18 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.111- 22 222 12-9-11)

c — pour une durée de trois (3) ans à compter du 6 juin 1983 date de sa libération au nommé Acolatsé Enyonam, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1961 à Anlongan (Ghana), fils de Acolatsé Kodjo Félix et de Agbewovi Ablavi, étudiant, domicilié au Ghana, de passage à Lomé, condamné pour détention de cannabis à vingt-quatre (24) mois de prison dont 18 avec sursis et *trois (3) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 18 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11 111 22 222 21-12-16)

d — pour une durée de trois (3) ans à compter du 21 mai 1983 date de sa libération au nommé Mapoure Aliou, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1960 à Doulala (Cameroun) fils de Mapoure Yougan Aboudou et de Massabe Adiza, sculpteur, domicilié à Lomé, condamné pour vol à vingt-quatre (24) mois de prison dont vingt (20) avec sursis et *trois (3) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 18 mars 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11 114-42 222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les préfets et le directeur de la sûreté nationale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 84/INT-APA du 24/6/83 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit pour une durée de trois (3) ans, à compter du 23 juillet 1983 date de sa libération, au nommé Ouédraogo Gilbert, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1956 à Bobo-Dioulaso (Haute-Volta), fils de feu Ouédraogo Pierre et de Savadogo Béatrice, domicilié à Ouagadougou, condamné pour tentative de vol à vingt-quatre (24) mois de prison dont vingt (20) avec sursis et *trois (3) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 6 mai 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11 131-22 222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 38 du code pénal.

Les préfets et le directeur de la sûreté nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 92/INT-APA du 13/7/83 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a — pour une durée de cinq (5) ans à compter du 12 septembre 1983 date de sa libération, au nommé N'Gongo André, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1955 à N'Kolugoh (Cameroun), fils de Mayangal Issac et de N'Gongo Christino, sans profession, sans domicile, condamné pour vol à deux (2) ans de prison dont quatorze (14) mois avec sursis et *cinq (5) ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13 311-22 222).

b — pour une durée de cinq (5) ans, à compter du 16 septembre 1983 date de sa libération, au nommé Alassani Amidou détenu à la prison civile de Lomé, né en 1959 à Niamey (Niger), fils de Séidou Amidou et de Mayaki Mariama, colporteur, sans domicile, condamné pour vol à 2 ans

de prison dont dix (10) mois ferme et cinq (5) ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 11 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13 333-33 333).

c — pour une durée de trois (3) ans, à compter du 10 septembre 1983 date de sa libération au nommé Bonsu Nana, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1952 à Kumassi (Ghana), fils de Bonsu Oséi et de Atta Abana, sans profession, domicilié à Lagos, de passage à Lomé, condamné pour vol à vingt-quatre (24) mois de prison dont dix-huit (18) mois avec sursis et trois (3) ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 22 avril 1983 du tribunal correctionnel de Lomé susvisé (F.D. 13 133 - 33 233).

d — pour une durée de trois (3) ans, à compter du 6 août 1983 date de sa libération, au nommé Gadzankou Prosper, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1963 à Ho (Ghana), fils de Amégboe Gadzankou et de Adjato Juliana, apprenti-électricien, domicilié à Lomé, condamné pour détention et usage de cannabis à vingt-quatre (24) mois de prison dont vingt (20) avec sursis et trois (3) ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 13 mai 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11 131-43 242).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 38 du code pénal.

Les préfets et le directeur de la sûreté nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**MINISTERE DE LA SANTE
PUBLIQUE ET DES AFFAIRES
SOCIALES**

Autorisation d'exploiter de cliniques

Arrêté n° 17/MSPAS du 16/6/83 — Une autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement à Lomé, est accordée à Madame Adjete Ayélé, sage-femme.

Mme Adjete Ayélé est tenue de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de sa clinique située face à l'Ecole officielle - groupe A Agbalépédogan - Lomé.

Arrêté n° 18/MSPAS du 22/6/83 — Une autorisation d'exploiter une crèche familiale dénommée « CLOS TOUT'PTIT », est accordée à Madame Lawson Anti-Kwamba, née Aquereburu, sage-femme puéricultrice.

Mme Lawson Anti-Kwamba née Aquereburu est tenue de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de sa crèche située à Tokoin-Cassablanca - Lomé près de la station - route de Kpalimé. ▲

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
DES 3^e et 4^e DEGRES ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

Arrêté interministériel n° 19/MSPAS/METQD-RS du 28/6/83 — Le diplôme d'Etat de sage-femme est décerné aux élèves ci-dessous sorties de l'Ecole nationale de sages-

femmes d'Etat de Lomé. Le classement par ordre de mérite est le suivant :

1 ^{re} Tsekpo Awovi Mawuko	16 ^e Agate Samalalo Essohanam
2 ^e Awlime Akuto Délali	17 ^e Amegatse Ablavi Délali
3 ^e Pekpe Adjowa Wolanyo	18 ^e Kombate Kinam
4 ^e Tovi Aku	19 ^e Tchagnao S. Ladi Dikeni
5 ^e Efoe Djatougbe	20 ^e Akpotsui Afi Edzeakpe
6 ^e Dom Ami Essénam	21 ^e Gabla Aku Mawulawoé
7 ^e Adademey Essi-Kokoo	22 ^e Brassier Mariama Polona
8 ^e Agbenu Abla Essénam	23 ^e Ekue Kafui Ayélé
9 ^e Kudolo Essi Edzénam	24 ^e Afanvi Améyo Sénamé
10 ^e Teko Ayélégan Nyassiah	25 ^e Koutoh Dzifa Akpene Amah
11 ^e Amedome Yawa Enyonom	26 ^e N'Tetchele Pinani Pialo
12 ^e Pagnadi Kouméalo	27 ^e Gbadagba Aku
13 ^e Kutuadu Yawa Akpéné	28 ^e Abbey Akoko Dodzi
14 ^e Doumégna D. Ablavi	29 ^e Amegbleame Akuyo Eddi
15 ^e Fiamafle Dovi Enyonam	30 ^e Som Yawa Délali
	31 ^e Vovor Akuavi.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES
HYDRAULIQUES**

Autorisation d'ouverture d'une carrière

Arrêté n° 19/MTPMERH/DGMG/SIM du 27/6/83 — L'entreprise Jean Lefebvre Togo - 8, rue Vauban - B. P. 13.220 - Lomé, est autorisée à ouvrir et à exploiter une carrière de gneiss en vue de l'extraction de granulats bruts ou concassés à Nyamassila (préfecture de l'Ogou), sur le terrain de la communauté villageoise représentée par M. Bossou Yao.

Ces granulats bruts ou concassés sont destinés uniquement pour les travaux de bitumage de la route Atakpamé-Blitta, et ne peuvent être vendus à des tiers.

L'entreprise est tenue de respecter la réglementation en vigueur sur les conditions d'exploitation des carrières.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature et pour une durée de six (6) mois.

**Autorisation de fabrication
des ouvrages en or et métaux précieux**

Arrêté n° 21/MTPMERH/DGMG/SIM du 27/6/83 — Il est renouvelé, sur sa demande, l'autorisation de fabrication des ouvrages en or et métaux précieux accordée à M. Anne Assane par arrêté n° 1/MMERH/DGM/SIM du 4 janvier 1978 et ce, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Rétrocession de réserves administratives

Arrêté interministériel n° 23/MTP/MERH/DGUH-/MEF du 20/7/83 — Est restituée au sieur Houdjoe Lassey Satou à Lomé, une parcelle de 1.326 m², amputée sur une réserve administrative du lotissement n° 16/MTP/TP/AAU du 1^{er} septembre 1976, sis à Aflao-Gakli et correspondant aux lots n°s 458 bis et 459 bis et suivant le plan ci-joint.

L'attributaire devra respecter les dispositions du décret n° 67-228 sus-visé et celles du présent arrêté qu'il est tenu de retirer auprès de la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat au vu d'une quittance de versement, au compte n° 903-04 du trésor, d'une somme calculée sur la base de 6,50 F CFA par mètre carré de terrain.

Le directeur général de l'urbanisme et de l'habitat, le directeur de la cartographie nationale et du cadastre, le chef du service des domaines et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Arrêté interministériel n° 24/MTPMERH/DGUH-/MEF du 20/7/83 — Des parcelles de terrains urbains, réserves administratives, objet du lotissement approuvé par l'arrêté n° 011/MTP/TP/AAU du 14 avril 1976 sis à Hedzranawoe.

Sont affectés aux sieurs ci-dessous nommés, suivant le plan et la répartition ci-joints :

Essien Akuété	Lots n°s 1, 2, 5, 624	as 72 cas
Karka Ayeoté	Lots n°s 3 et 4	12 as 86 cas
Guezere Afêta		
Panacoura	Lot n° 7	6 as 40 cas
Douhevix D. D.		
Omolaounké	Lot n° 8	6 as 40 cas
Mme Ozou Adjatougbe	Lot n° 12	5 as 24 cas
Yaka Gadonfin	Lot n° 9	5 as 01 ca
Yaka Ady	Lot n° 10	5 as 01 ca
Ametepe Koffi	Lot n° 11	5 as 01 ca

Les bénéficiaires devront respecter les dispositions du décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 réglementant l'urbanisme et le permis de construire dans les agglomérations.

Les bénéficiaires sont tenus de retirer le texte du présent arrêté à la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat contre un récépissé de versement au compte n° 903-04 du trésor, d'une somme calculée sur la base de 6,50 F CFA par mètre carré de terrain.

Le directeur général de l'urbanisme et de l'habitat, le directeur de la cartographie nationale et du cadastre, le chef du service des domaines, le maire de la commune de Lomé, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Arrêté interministériel n° 25/MTPMERH/DGUH-/MEF du 20/7/83. — Est restituée à la famille Aziambé une parcelle de 5.700 m² amputée sur une réserve administrative du lotissement n° 013/MTFP/TP/AAU du 9 août 1976 sis à Agbalépédogan, suivant le plan ci-joint et couvrant les concessions de ladite famille.

Les terrains faisant l'objet de la présente rétrocession ne peuvent en aucun cas être concédés et immatriculés au profit et au nom d'un tiers conformément à la décision du comité permanent de l'urbanisme.

Les bénéficiaires devront respecter les dispositions du décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 et celles du présent arrêté qu'ils sont tenus de retirer auprès de la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat au vu d'une quittance de versement, au compte n° 904-3 du Trésor, d'une somme calculée sur la base de 6,50 F CFA par mètre carré de terrain.

Le directeur général de l'urbanisme et de l'habitat, le directeur de la cartographie nationale et du cadastre, le conservateur des domaines, le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Arrêté interministériel n° 26/MTPMERH/DGUH-/MEF du 20/7/83. — Est restituée au sieur Kossi Hassessé, une parcelle 2 335 m² prélevée sur une réserve administrative spéciale du lotissement n° 003/MTP/TP/AAU du 23 janvier 1975 et correspondant aux lots n°s 983, 984 et 985 et suivant le plan ci-joint.

L'attributaire devra respecter les dispositions du décret n° 67-228 sus-visé et celles du présent arrêté qu'il est tenu de retirer auprès de la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat au vu d'une quittance de versement, au compte n° 903-04 du trésor, d'une somme calculée sur la base de 6,50 F CFA par mètre carré de terrain.

Le directeur général de l'urbanisme et de l'habitat, le directeur de la cartographie nationale et du cadastre, le chef du service des domaines, et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

TRIBUNAL SPECIAL DU TOGO

ROLE D'AUDIENCE

Dates d'audience	Affaires	
Lundi 22 août 1983 à partir de 8 heures	1 — Amouzou Daye Kokou Mensah Papavi.	Détenu
	2 — Laclé Tété. Détournement de deniers publics ensemble et de concert d'un montant de : 6.979.520 francs.	Détenu
Mardi 23 août 1983 à partir de 8 heures	Tossou Komlan. Détournement de deniers publics d'un montant de 103.790.750 francs.	Détenu
Mercredi 24 août 1983 à partir de 8 heures	1 — Sessime Koffi Kouma.	Détenu
	2 — Hounouvi Mawulé. Détournement de deniers publics ensemble et de concert d'un montant de : 2.633.305 francs.	Détenu
Jeudi 25 août 1983 à partir de 8 heures.	Lawson Latey. Détournement de deniers publics d'un montant de : 515.000 francs.	Détenu
Vendredi 26 août 1983 à partir de 8 heures	Kouto Mawulikplimi. Détournement de deniers publics d'un montant de : 4.087.025 francs.	Détenu

Etat :Togo

Banque :B.I.A.O.-TOGO

N° d'enregistrement :

Bilan au 30 Septembre 1983

Actif	Millions de F. cfa
Caisse, Banque centrale	7.578
Banques et correspondants bancaires	702
Autres institutions financières	214
Gouvernements et Institutions internationales non financières	46
Autres agents économiques (Crédits)	8.262
. Portefeuille d'effets commerciaux	959
. Autres crédits à court terme	4.941
. Autres crédits (a)	2.362
Autres comptes	4.834
. Titres et participations	15
. immobilisations	1.099
. Autres	3.720

Résultats	-
. Pertes des exercices antérieurs	-
. Résultats de l'exercice	-
Total	21.636

(a) : y compris crédits en souffrance.

Passif	Millions de F. cfa
Banque centrale ..	
Banques et correspondants bancaires	1.083
Autres institutions financières	795
Gouvernements et Institutions internationales non financières	1.362
Autres agents économiques (dépôts, bons de caisse, emprunts)	13.352
. Comptes disponibles par chèques ou virements ..	5.927
. Dépôts à terme et bons de caisse jusqu'à 2 ans ..	4.059
. Dépôts à terme et bons de caisse de plus de 2 ans à 10 ans	

Comptes à régime spécial.....	2.621
Emprunts obligatoires et autres emprunts.....	62
Autres sommes dues à la clientèle	683
Autres comptes	3.921
Fonds permanents et provisions	889
Provisions ayant un caractère de réserves	6
Provisions pour pertes et charges.....	
Fonds de garantie et autres fonds affectés	
Réserves	133
Dotations et capital	750
Bénéfices à distribuer.....	
Résultats	234
Résultats de l'exercice.....	234
Bénéfices à distribuer	
Total	21.636

Hors bilan

Crédits confirmés - Part non utilisée	879
Engagements sous forme d'acceptations, d'aval, de cautions ou d'autres garanties	3.258

Part des crédits bénéficiant de cautions, avals ou autres garanties 1.420

Avis de perte de titres fonciers
n^{os} 2719 et 11020

Avis de perte de titre foncier

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de copie du titre foncier n° 2719 du territoire du Togo vol. XIV — F° 193, appartenant à Mme (Victorine) Adakou d'Almeida, demeurant à Lomé, 38, rue des Palmiers.

Pour première insertion

Avis de perte de titre foncier

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 11020 appartenant à M. Yaya Aliassim.

(Pour 1^{re} insertion)